JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	500 fr.	275 fr.
Etranger	600 fr.	325 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie :	
	Togo, France et Colonies :	25 fr.
	Etranger :	Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	20 fr
Minimum	100 fr
La page	1.000 fr
Chaque annonce répétée :	moitié prix ; minimum 100 fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

1949

1 ^{er} février	— Décret N° 49.215 modifiant l'article 6 du décret du 14 août 1947 étendant aux territoires d'outre-mer autres que l'Indochine la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (<i>Arrêté de promulgation n° 165.49 Cab. du 25 février 1949</i>).	193
2 février	— Décret N° 49.167 modifiant le décret N° 47-2020 du 15 octobre 1947 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre, ressortissants des territoires français d'outre-mer, en service en France, en Afrique du Nord et dans les territoires occupés (<i>Arrêté de promulgation n° 135.49 Cab. du 17 février 1949</i>).	194
2 février	— Décret N° 49.173 modifiant le décret N° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies (<i>Arrêté de promulgation n° 137.49 Cab. du 18 février 1949</i>).	195
3 février	— Décret N° 49.194 relatif au prix de remboursement des insignes de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire.	196
3 février	— Décret N° 49.207 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement allouée aux inspecteurs et inspecteurs adjoints des eaux et forêts des colonies (<i>Ar-</i>	

reté de promulgation n° 168-49 Cab. du 25 février 1949).

9 février	— Décret N° 49-185 allouant un complément provisoire de solde aux militaires à solde spéciale progressive de l'armée de mer en service dans les territoires d'outre-mer.	196
10 février	— Arrêté ministériel autorisant la constitution d'une société mixte dite Bureau Central d'études pour les équipements outre-mer (<i>Arrêté de promulgation n° 140.49 Cab. du 18 février 1949</i>).	197
14 février	— Décret approuvant une délibération de PART fixant les tarifs des taxes de conditionnement et de recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition (<i>Arrêté de promulgation n° 167.49 Cab. du 25 février 1949</i>).	199

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1948

16 septembre	— Délibération N° 47/48 Agro, de PART fixant les tarifs des taxes de conditionnement et de recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition.	200
1949		
16 février	— N° 133.49 D. — Arrêté rendant applicable au Togo la décision administrative N° 1643 du 27 octobre 1948 de la Direction Générale des Douanes concernant la détermination de la valeur imposable des marchandises importées au titre du Plan Marshall.	201
17 février	— N° 136.49 AE. — Arrêté portant fermeture de la campagne 1948-1949 pour le tapioca.	203

18 février	—	No 139.49 F. — Arrêté modifiant l'arrêté No 61 du 27 janvier 1935 portant création d'une agence intermédiaire à Lomé-Subdivision.	203
19 février	—	No 137 D/F. — Décision portant classification de logement de fonction.	203
22 février	—	No 146.49 AE. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat d'huile de palme 1947-1948 et ouverture de la campagne d'achat d'huile de palme 1948-1949.	204
22 février	—	No 147.49 AE. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat de palmistes récolte 1947-1948 et ouverture de la campagne d'achat de palmistes récolte 1948-1949.	204
22 février	—	No 149.49 F. — Arrêté portant création d'un paragraphe nouveau et ouverture de crédits supplémentaires au budget local — exercice 1949.	204
22 février	—	No 150.49 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local — exercice 1948.	205
22 février	—	No 152.49 Dom. — Arrêté rendant exécutoire la délibération no 1/ Dom. du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'ART autorisant le Chef du Territoire à ester en justice dans l'instance à engager contre la Compagnie Générale du Togo.	206
22 février	—	No 153.49 Dom. — Arrêté rendant exécutoire la délibération No 2/ Dom. du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'ART autorisant la cession amiable par le territoire au profit de l'ORSC d'un terrain domanial de 4 has 79 ares 69 cas à Lomé.	207
22 février	—	No 154.49 Dom. — Arrêté rendant exécutoire la délibération no 3/ Dom. du 19 janvier 1949 de l'ART autorisant la mise en adjudication du lot No 1 du titre foncier No 358 du Cercle de Lomé.	208
22 février	—	No 155.49 Dom. — Arrêté rendant exécutoire la délibération No 4/ Dom. du 19 janvier 1949 de l'ART autorisant la mise en adjudication des lots Nos 5 et 6 du titre foncier No 358 du Cercle de Lomé.	208
22 février	—	No 146 D/F. — Décision portant création d'une commission	209
24 février	—	No 163.49 P.T.T. — Arrêté portant transformation de l'Agence postale d'Anié en bureau de plein exercice.	210
24 février	—	No 164.49 P.T.T. — Arrêté portant transformation de la cabine téléphonique de Blitta en bureau de plein exercice.	210
26 février	—	No 159 D/F. — Décision autorisant l'imputation provisoire au budget local du Togo, exercice 1949, du montant des dépenses des bâtiments du service de la Météorologie nationale.	205
28 février	—	No 172.49 P. — Arrêté abrogeant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté No 379 P. du 28 mai 1947,	

relatif à l'organisation d'une école d'infirmiers et infirmières au Togo.

Personnel	211
Divers	216

COMMUNE MIXTE DE LOME

1949

10 janvier	—	No 3 CM. — Arrêté municipal fixant dans le périmètre municipal les lieux réservés à l'apposition d'affiches, d'inscriptions et de panneaux publicitaires.	222
18 janvier	—	No 5 CM. — Arrêté municipal habilitant le service des Douanes à percevoir à la barrière d'Aflao la taxe de stationnement pour les véhicules venant de Gold-Coast.	222
19 janvier	—	No 6 CM. — Arrêté municipal réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune Mixte de Lomé.	222
20 janvier	—	No 7 CM. — Arrêté municipal relatif au service public de l'enlèvement des vidanges.	223
24 janvier	—	No 8 CM. — Arrêté municipal portant autorisation d'un projet de lotissement particulier.	223
1 ^{er} février	—	No 9 CM. — Décision municipale portant désignation d'un percepteur de la taxe de stationnement des véhicules au poste de Douanes d'Aflao.	222

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1949

3 février	—	Décret No 49.206 portant à vingt milliards de francs C.F.A. le maximum des émissions autorisées de la B.A.O.	223
-----------	---	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (Administrateur des services de l'Assemblée de l'Union Française).	223
Bulletin pluviométrique mensuel.	224
Domaines.	225
L'Union Electrique Coloniale.	225
Avis de perte.	228

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****DÉCLARATION UNIVERSELLE
DES DROITS DE L'HOMME****PRÉAMBULE**

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde;

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme;

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression;

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations;

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande;

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PROCLAME :

La présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article 1^{er}.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2.

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne serait fait aucune distinction fondée sur le statut politique, administratif ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce territoire soit indépendant, sous tutelle ou non autonome, ou subisse toute autre limitation de souveraineté.

Article 3.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4.

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5.

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6.

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7.

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8.

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la Constitution ou par la loi.

Article 9.

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

Article 10.

Toute personne a droit, en pleine égalité à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11.

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public, où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12.

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13.

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14.

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux principes et aux buts des Nations Unies.

Article 15.

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16.

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17.

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18.

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20.

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique.

Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21.

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays soit directement soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22.

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23.

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24.

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25.

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors du mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26.

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27.

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28.

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29.

1. L'individu a des devoirs envers la communauté, dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30.

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Domages de guerre

ARRETE N° 165-49 Cab. du 25 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 47-1543 du 14 août 1947 étendant aux territoires d'outre-mer autres que l'Indochine la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, promulgué au Togo le 2 septembre 1947;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-215 du 1^{er} février 1949 modifiant l'article 6 du décret du 14 août 1947

étendant aux territoires d'outre-mer autres que l'Indochine la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1949

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DECRET N° 49-215 du 1^{er} février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre;

Vu le décret n° 47-1543 du 14 août 1947 étendant aux territoires d'outre-mer autres que l'Indochine la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 du décret du 14 août 1947, étendant aux territoires d'outre-mer autres que l'Indochine la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, est ainsi complété :

« Toutefois, dans les territoires où le nombre des sinistrés rendrait impossible la réunion d'un comité de sinistrés, un membre de la chambre de commerce, désigné par le gouverneur, sur proposition de la chambre de commerce, représentera le sinistré ».

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.*

*Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.*

*Le ministre de la reconstruction
et de l'urbanisme,*

Eugène CLAUDIUS-PETIT.

Militaires de l'armée de terre

ARRETE N° 135-49 Cab. du 17 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 47-2020 du 15 octobre 1947 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre, ressortissants des territoires français d'outre-mer, en service en France, en Afrique du Nord ou dans les territoires occupés, promulgué au Togo le 28 octobre 1947;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-167 du 2 février 1949 modifiant le décret n° 47-2020 du 15 octobre 1947 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre, ressortissants des territoires français d'outre-mer, en service en France, en Afrique du Nord et dans les territoires occupés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DECRET N° 49-167 du 2 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat aux forces armées et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu le décret du 28 juillet 1921 concernant la solde et les indemnités attribuées aux militaires indigènes coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 17 janvier 1944 fixant le régime de solde des militaires indigènes coloniaux non officiers en service en Afrique du Nord, en France et sur les théâtres extérieurs d'opérations;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-1386 du 23 juin 1945 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 47-2020 du 15 octobre 1947 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre, ressortissants des territoires français d'outre-mer, en service en France, en Afrique du Nord ou dans les territoires occupés;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers, ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer, en service dans ces territoires;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret n° 47-2020 du 15 octobre 1947 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les militaires visés à l'article 7 ci-dessus, ainsi que ceux à solde spéciale chefs de famille perçoivent, lorsque leur famille est restée dans leur territoire d'origine pendant qu'ils accomplissent un séjour dans la métropole, en Afrique du Nord ou dans les territoires occupés, une indemnité de séparation, aux taux mensuels ci-après :

« 300 francs pour l'épouse;

« 150 francs par enfant à charge jusqu'au quatrième enfant inclus.

Cette indemnité payable aux militaires eux-mêmes, se cumule avec l'indemnité pour charges de famille allouée aux militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive ».

ART. 2. — Le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1948 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du conseil des ministres,
Le ministre de la défense nationale,
Paul RAMADIER.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Max LEJEUNE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
(fonction publique et réforme administrative),*
Jean BIONDI.

Service de contrôle du conditionnement des produits

ARRETE N° 137-49/Cab. du 18 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo le 18 décembre 1945, ensemble les actes modificatifs subséquents.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-173 du 2 février 1949 modifiant le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

DECRET N° 49-173 du 2 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies, modifié en son article 2 par le décret n° 46-1105 du 16 mai 1946;

Vu les décrets du 25 octobre 1946 créant des assemblées territoriales dans les territoires d'outre-mer;

Vu la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 organisant les assemblées de groupes dites Grands Conseils de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La première phrase de l'article 10 du décret susvisé n° 45-2433 du 17 octobre 1945 est modifié comme suit :

« **Art. 10.** — Les dépenses concernant le fonctionnement des services de contrôle du conditionnement seront inscrites :

« Aux budgets locaux des territoires autonomes;

« Aux budgets locaux des territoires groupés de l'Afrique occidentale française;

« Au budget général de l'Afrique équatoriale française ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — L'article 11 du décret susvisé du 17 octobre 1945 est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 11.** — Pour faire face à ces dépenses, il pourra être perçu à la sortie et à l'entrée de chaque territoire autonome ou de chaque groupe de territoires (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française) sur les produits de l'agriculture, de l'élevage et des forêts et des industries agricoles, une taxe fiscale dite taxe de contrôle du conditionnement dont le mode d'assiette, les règles de perception et les tarifs seront institués conformément à la réglementation en vigueur.

« Les recettes perçues, comme il est dit ci-dessus, dans les territoires autonomes sont attribuées aux budgets locaux de ces territoires autonomes.

Les recettes perçues en Afrique occidentale française au titre de la taxe de contrôle du conditionnement seront prises en charge par le budget général

de l'Afrique occidentale française; elles seront attribuées aux budgets locaux des territoires de l'Afrique occidentale française suivant la procédure prévue par l'article 38, 2^o, paragraphe *b*, de la loi du 29 août 1947 créant un Grand Conseil en Afrique occidentale française.

« Les recettes perçues en Afrique équatoriale française au titre de la taxe de contrôle du conditionnement sont attribuées au budget général de l'Afrique équatoriale française; l'excédent éventuel des recettes au titre de la taxe de contrôle du conditionnement sur les dépenses de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement sera, à la clôture de chaque exercice, attribué aux budgets locaux des territoires de l'Afrique équatoriale française suivant la procédure prévue par l'article 38, 2^o, paragraphe *b*, de la loi du 29 août 1947 créant un Grand Conseil en Afrique équatoriale française ».

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

Le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Tony REVILLON.

Insignes

DECRET N° 49-194 du 3 février 1949.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de la défense nationale, des secrétaires d'Etat aux forces armées,

Vu le décret du 11 juillet 1941 relatif à la fourniture des insignes aux décorés au titre du décret du 5 septembre 1939;

Vu le décret du 30 avril 1947 modifiant le taux légal de remboursement des insignes,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de remboursement des insignes de la Légion d'honneur et de la médaille militaire est fixé ainsi qu'il suit :

Grand'croix	9.450 frs.
Grand officier	4.000 —
Commandeur	1.470 —
Officier	730 —
Chevalier	670 —
Médaille militaire	470 —

ART. 2. — Ces nouveaux prix entreront en vigueur à partir de la date de la publication du présent décret.

ART. 3. — Le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de la défense nationale, les secrétaires d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le vice-président du conseil,
garde des sceaux, ministre de la justice,
André MARIE.

Le ministre de la défense nationale,
Paul RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Max LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Joannès DUPRAZ.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Jean MOREAU.

Inspecteurs des eaux et forêts

ARRETE N° 168-49 Cab. du 25 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 7 août 1942 portant attribution aux inspecteurs et inspecteurs adjoints des eaux et forêts d'une indemnité de première mise d'équipement, promulgué au Togo le 20 octobre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 49-207 du 3 février 1949 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement allouée aux inspecteurs et inspecteurs adjoints des eaux et forêts des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

DECRET N° 49-207 du 3 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 11 juillet 1945;

Vu le décret du 10 septembre 1942 portant réorganisation du service des eaux et forêts et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 3 juillet 1944;

Vu le décret du 7 août 1942 portant attribution aux inspecteurs et inspecteurs adjoints des eaux et forêts d'une indemnité de première mise d'équipement;

Vu l'arrêté du 19 février 1943 fixant l'unitorme des officiers des eaux et forêts des colonies et les textes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 16 avril 1945;

Vu l'avis conforme du ministre des finances et des affaires économiques,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité de première mise d'équipement allouée au moment de leur admission dans le cadre général aux inspecteurs et inspecteurs adjoints des eaux et forêts des colonies sortant de l'école nationale des eaux et forêts par le décret du 7 août 1942, est porté à 27.000 F.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Paris, le 3 février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Paul COSTE-FLORET.

Militaires de l'armée de mer

DECRET No 49-185 du 9 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux forces armées et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu l'ordonnance no 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air,

Vu la loi no 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret no 45-1637 du 17 juillet 1945 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de mer;

Vu le décret no 46-2264 du 12 octobre 1946 fixant le régime de solde des militaires de l'armée de mer en service à terre aux colonies et en Extrême-Orient ou en service hors de France et d'Afrique du Nord;

Vu le décret no 48-227 du 10 février 1948 fixant le régime de solde des militaires non-officiers de l'armée de mer ressortissants des territoires français d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1948, il est attribué aux militaires à solde spéciale progressive de l'armée de mer, en service dans les territoires administrés par le ministère de la France d'outre-mer, un complément provisoire de solde, non soumis à retenue pour pension.

ART. 2. — Le montant mensuel du complément est fixé comme suit :

1^o Militaires percevant la prime d'expatriation

GRADES ET ECHELONS	INDOCHINE	TERRITOIRES de la zone franc C. F. A.	TERRITOIRES de la zone franc C. F. P.
	francs	francs	francs
Quartier-maître de 2 ^e classe :			
Après 15 ans	2.640	2.040	810
Après 12 ans	2.550	1.980	780
Après 9 ans	2.280	1.770	690
Après 5 ans	1.950	1.440	570
Après 3 ans	1.710	1.260	510
Durée légale	1.470	1.050	420
Matelots de 1 ^{re} classe :			
Après 12 ans	2.340	1.770	690
Après 9 ans	2.070	1.560	630
Après 5 ans	1.710	1.260	480
Après 3 ans	1.440	1.020	420
Durée légale	1.260	900	360
Matelots de 2 ^e classe :			
Après 9 ans	1.140	870	330
Après 5 ans	1.080	840	330
Durée légale	1.050	750	300
Matelots de 3 ^e classe :			
Après 5 ans	1.050	810	330
Après 3 ans	990	720	300
Durée légale	900	630	240
Apprentis :			
Après 3 ans	780	540	210
Durée légale	630	450	180

2^e Militaires ne percevant pas la prime d'expatriation.

GRADES ET ECHELONS	INDOCHINE	TERRITOIRES
	territoires de la zone franc C. F. A.	de la zone franc C. F. P.
	francs	francs
Quartier-maître de 2 ^e classe :		
Après 15 ans	1.470	570
Après 12 ans	1.410	570
Après 9 ans	1.260	510
Après 5 ans	1.080	420
Après 3 ans	960	390
Durée légale	810	330
Matelots de 1 ^{re} classe :		
Après 12 ans	1.260	510
Après 9 ans	1.110	450
Après 5 ans	930	360
Après 3 ans	780	300
Durée légale	690	270
Matelots de 2 ^e classe :		
Après 9 ans	630	240
Après 5 ans	600	240
Durée légale	570	210
Matelots de 3 ^e classe :		
Après 5 ans	570	240
Après 3 ans	540	210
Durée légale	510	210
Apprentis :		
Après 3 ans	420	180
Durée légale	360	150

ART. 3. — Le complément provisoire est payable en monnaie locale, franc pour franc dans les territoires appartenant aux zones du franc C.F.A. et du franc C.F.P., et sur la base d'une piastre pour 10 francs en Indochine.

ART. 4. — Le complément est payé aux mêmes époques que la solde et dans les mêmes conditions. Il est supprimé ou réduit dans les mêmes proportions que la solde, dans les positions où celle-ci est elle-même supprimée ou réduite.

ART. 5. — Le ministre de la défense nationale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 février 1949.

Henri QUEUILLE

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la défense nationale,
Paul RAMADIER.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Joannès DUPRAZ.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil (fonction publique et
réforme administrative).*

Jean BIONDI.

Equipements outre-mer

Bureau Central d'Etudes

ARRETE N° 140-49/Cab. du 18 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires dépendant du ministère de la France d'outre-mer, promulguée au Togo le 21 mai 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel du 10 février 1949 autorisant la constitution d'une société mixte dite Bureau central d'études pour les équipements outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

ARRETE ministériel du 10 février 1949.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires dépendant du ministère de la France d'outre-mer, et spécialement son article 2;

Vu le décret en date du 26 octobre 1946 modifiant les statuts de la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Après avis du comité directeur du Fonds d'investissement et de développement économique et social en date du 6 décembre 1948,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le cadre des pouvoirs conférés au secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, la constitution d'une société d'économie mixte dite Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer, dont les projets de statuts sont joints, est autorisée.

ART. 2. — La société a pour objet d'apporter au ministère de la France d'outre-mer, aux territoires de l'Union française à l'exclusion de la métropole et éventuellement aux collectivités locales et aux organismes publics, mixtes et privés de ces territoires concourant à l'exécution des plans de développement économique et social, sa collaboration pour les études des équipements entrant dans le cadre desdits plans et d'une façon générale d'assurer, pour leur compte et à leur demande, toutes missions techniques tendant à l'aboutissement des projets.

ART. 3. — Les fonctionnaires en activité qui seraient éventuellement mis à la disposition de la société Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer seront placés dans la position de détachement prévue par les règlements en vigueur. Leurs émoluments seront fixés par le conseil d'administration.

ART. 4. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 février 1949.

Tony RÉVILLON.

Taxes de conditionnement et de recherches

ARRETE N° 167-49/Cab. du 25 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative territoriale au Togo, promulgué au Togo le 1^{er} novembre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 14 février 1949 approuvant une délibération de l'assemblée représentative du Togo fixant les tarifs des taxes de conditionnement et de recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DECRET du 14 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative territoriale au Togo;

Vu la délibération n° 47/48 du 16 septembre 1948 de l'assemblée représentative du Togo fixant les tarifs des taxes de conditionnement et de recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée, en ce qui concerne les règles d'assiette et le mode de perception, la délibération susvisée n° 47/48 du 16 septembre 1948 de l'assemblée représentative du Togo fixant les tarifs des taxes de conditionnement et de recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition.

ART. 2. Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 14 février 1949.
Henri QUEUILLE

Par le Président du conseil des ministres,

*Le ministre de l'agriculture, ministre
de la France d'outre-mer, par intérim,*
Pierre PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
Tony RÉVILLON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxes de conditionnement et de recherches

DELIBERATION 47-48/Agro. fixant les tarifs des taxes de Conditionnement et de Recherches, leurs modes de perception, de comptabilisation et de répartition.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets nos 45-2433 du 17 octobre 1945 et 46-1105 du 16 mai 1946 réorganisant les Services de Contrôle du Conditionnement des Produits;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 1945 fixant les modalités générales du fonctionnement des Services de Contrôle du Conditionnement;

Vu le décret du 11 novembre 1926 codifiant le fonctionnement du Service des Douanes;

Vu le décret du 25 octobre 1946 créant une Assemblée Représentative au Togo;

Délibérant conformément aux dispositions des Titre III — Article 34 — Paragraphe 25 du décret précité;

Tenant compte de l'avis du conseil d'Etat;

A adopté la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes de conditionnement et de recherches applicables aux produits à l'exportation, sont fixées conformément au tableau ci-après annexé.

ART. 2. — Ces taxes sont liquidées par le Service des Douanes dans les mêmes conditions que les droits perçus à l'exportation des produits.

La réglementation en matière de droits à l'exportation est applicable aux taxes de recherches et de conditionnement, notamment en ce qui concerne :

La forme des déclarations

La vérification

L'expertise

Les conditions sur l'application du tarif et du paiement des droits

Le mode d'acquittement des droits

Le privilège du trésor

Les poursuites par voie et contrainte

Les prescriptions, etc.

ART. 3. — Le produit de la taxe de conditionnement sera versé au Budget du Territoire selon les modalités ordinaires.

ART. 4. — Le produit de la taxe de recherches sera versé trimestriellement à un compte hors-budget qui sera ouvert dans les écritures du Trésorier général et intitulé : « Produits de la Taxe de Recherches ».

La répartition entre les bénéficiaires sera effectuée par le Chef du Territoire, après avis de l'Assemblée Représentative ou de la Commission Permanente.

ART. 5. — Ces taxes seront perçues à compter de la date d'application du décret.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 16 septembre 1948.

Le Président de l'A.R.T.
OLYMPIO SYLVANUS.

Le Secrétaire :
FREITAS PAULIN.

Approuvée par décret du 14 février 1949.

Tableau des Taxes de Conditionnement et de Recherches

N° DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
			TAXE DU CONDITIONNEMENT	TAXE DE RECHERCHES
114 à 121, 132 à 134, 137, 138, 139, à 142 inclus, 143, à 144 divers	DEUXIEME SECTION — MATIERES VEGETALES CHAPITRE VI. Farineux alimentaires	Valeur	0,50%	—

N° DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
			TAXE DU CONDITIONNEMENT	TAXE DE RECHERCHES
CHAPITRE VII.				
149 à 162 inclus	Fruits frais forcé ou non, autres ananas, bananes, etc.	— id —	1,50%	—
163 à 170 inclus	Fruits secs ou tapés entiers ou en morceaux (poudre, farine autres ananas, bananes etc.)	— id —	1,50%	—
173 à 179	Fruits de table ou autres conserves ou confits	— id —	0,75%	—
180, 181, 186, 193, à 193b, 196, 197, 199b divers	Graines et fruits oléagineux autres que coprah	— id —	—	0,50%
184	Coprah	— id —	—	0,50%
CHAPITRE VIII.				
210, 211, 221, 222, 224a, 230, 232b, 233, 234, 235	Dentrées coloniales de consommation	— id —	1,50%	—
CHAPITRE IX.				
240, 241, 242a et b, 243, 244	Huiles d'arachides	— id —	0,50%	0,50%
	Huiles de coco ou coprah	— id —	0,50%	0,50%
	Huiles de coton	— id —	0,50%	0,50%
	Huiles de palme ou palmistes	— id —	—	0,50%
268, 265, à 267	Graisses végétales	— id —	0,50%	0,50%
269 à 270	Huiles volatiles ou essence	— id —	0,50%	0,50%
274 à 276 à 275 c,	Autres huiles ou suc végétaux	— id —	—	—
286, 287, divers	Non dénommés ci-dessus	— id —	0,50%	0,50%
CHAPITRE XII.				
324 à 341	Fruits, tiges et filaments à ouvrir	— id —	0,50%	0,50%
QUATRIÈME SECTION FABRICATION				
73	Tapioca concassés, granulés et criblures	— id —	1,50%	—

Marchandises d'importation

ARRETE N° 133-49/D du 16 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière au Togo et notamment l'article 118 dudit décret;

Vu la décision administrative n° 1643 du 27 octobre 1948 de la Direction Générale des Douanes concernant la détermination de la valeur imposable des marchandises importées au titre du plan Marshall;

Vu la lettre du 21 janvier 1949 et le bordereau n° 667 S.C.S. du 21 octobre 1949 du Ministre de la France d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable au Togo à compter du 1^{er} janvier 1949 dans ses dispositions qui ne sont pas contraires aux règlements en vigueur au Territoire, la décision administrative n° 1643 du 27 octobre 1948 de la Direction Générale des Douanes concernant la détermination de la valeur imposable des marchandises importées au titre du Plan Marshall.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions Administratives et des P.T.T. et au Bureau des Douanes de Lomé.

Lomé, le 16 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

DECISION administrative n° 1643 (1/1 du 27 octobre 1948) de la Direction Générale des Douanes et droits indirects.

Plan Marshall — Détermination de la valeur imposable des marchandises importées au titre de l'aide américaine — Triplicata et états à fournir pour l'établissement des statistiques du Plan Marshall.

L'avis aux importateurs du 15 octobre 1948 (M.O. C.I. n° 1318 du 21 octobre 1948 p. 1996) a précisé qu'à compter du 1^{er} novembre 1948 les déclarations de mise à la consommation directe ou ensuite d'entrepôt de marchandises importées au titre de l'aide américaine (Plan Marshall) sous le couvert de licence P.R.E. — A ou P.R.E. — B devront être libellées sur des formules spéciales D 3 M ou D 11 M selon le cas, établies en triple exemplaire.

« Le troisième exemplaire sera adressé comme les déclarations normales au Bureau de la Statistique douanière qui dressera les statistiques mensuelles de l'ensemble du commerce spécial pour le territoire, mais devra faire figurer sur des états particuliers les importations au titre du Plan Marshall (état par marchandises, état par pays fournisseurs). Dans les états annuels récapitulatifs les importations au titre du Plan Marshall seront distinguées des importations normales, par exemple :

Farine de froment : France
Etats-Unis
Etats-Unis M.
etc... »

Ces déclarations comporteront outre diverses indications relatives au navire :

Le détail des éléments constitutifs de la valeur déclarée en distinguant pour chacun d'eux, s'il est payable en dollars imputables sur le Plan Marshall ou en francs français (tel est toujours le cas pour l'assurance) ou encore en devises autres que le dollar.

Les précisions nécessaires à l'identification de « l'Assistance requestant procurement authorization » sur laquelle l'opération est imputable.

L'engagement d'informer le service des douanes dans le cas où le prix effectivement payé pour la marchandise serait supérieur à la valeur déclarée, et d'acquitter le complément de droits et taxes sur la différence. Cet engagement ne sera pas cautionné.

Il est apparu, en effet, qu'en raison des conditions particulières dans lesquelles sont financées les importations réalisées au titre de l'aide américaine, les

déclarants ne seront pas toujours en mesure de déterminer la valeur exacte de la marchandise au moment de l'importation.

Il importe, cependant, que le recouvrement des droits et taxes de douane ne soit pas retardé par cette circonstance. Dans ces conditions, l'administration a décidé d'appliquer aux importations de l'espèce la procédure ci-après :

1^o) Les déclarations déposées devront comporter l'indication d'une valeur correspondant à la valeur C.A.F. portée sur la licence présentée majorée le cas échéant, des autres frais accessoires qui doivent être compris dans la valeur imposable définie par l'article 75 bis du Code des Douanes, il sera passé outre à la non production de la facture. La ventilation des éléments constitutifs de la valeur déclarée sera effectuée par le déclarant dans le tableau figurant au bas de la première page des déclarations D 3 M et D 11 M;

2^o) Main levée de la marchandise sera accordée après perception définitive des droits et taxes calculés sur la base de la valeur déclarée.

En exécution de l'engagement que comporte le libellé de la déclaration, il appartiendra ensuite aux importateurs de porter à la connaissance du service dès qu'ils en seront avisés, toute majoration du prix entraînant une majoration corrélative de la valeur déclarée à la douane le service procédera alors à une liquidation supplémentaire, percevra le complément d'impôt exigible et établira un état rectificatif rédigé dans la forme indiquée au renvoi (1) ci-dessous qu'il adressera au Bureau de la Statistique.

Le Service s'assurera que les importateurs remplissent avec le plus grand soin les diverses parties des nouvelles déclarations et exécutent scrupuleusement leurs engagements; un contrôle sera effectué dans des conditions qui seront précisées par l'administration de concert avec le service de statistique et de recouvrement de l'aide américaine rattaché à la Direction de la comptabilité publique.

Les importateurs qui ne porteront pas à la connaissance du service des douanes les majorations du prix des marchandises importées dans les conditions précitées pourront faire l'objet de poursuites.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les importations de produits pour lesquels les droits et taxes sont perçus sur la base de valeurs de barème (combustibles minéraux solides, céréales, métaux non ferreux etc...), l'engagement prévu par le contexte des formules de déclaration D 3 M ou D 11 M pourra ne pas être souscrit; le détail des éléments constitutifs de la valeur déclarée qui figure dans les colonnes 27 à 35 (pour les D 3 M) ou 28 à 36 (pour D 11 M) ne sera pas exigé. Mais les déclarations devront être établies en triple exemplaire sur les formules D 3 M ou D 11 M si les produits en cause sont importés au titre du plan Marshall.

« D'autre part, les déclarations relatives aux produits pétroliers sortant d'entrepôt pour la consumma-

(1) Rédaction des états rectificatifs établis comme suite aux modifications apportées aux valeurs des marchandises importées dans le cadre du plan Marshall.

tion seront, comme les autres déclarations, rédigés en triple exemplaire sur les formulés D 11 normales et les statistiques correspondantes seront reprises normalement en commerce spécial, puisque l'imputation des quantités sortie d'entrepôt ne peut être précisée — (importations ordinaires ou Plan Marshall). Afin de pallier cet inconvénient, il y aura lieu de comptabiliser à part en commerce général les arrivées de produits pétroliers au titre du Plan Marshall. »

Lors de l'établissement des valeurs définitives, il sera établi un état rectificatif portant de façon très visible l'indication : Régularisation de valeurs « Plan Marshall » Mois de 194

« A ajouter »

et portant toutes les indications de l'opération primitive en ce qui concerne le bureau, le numéro de déclaration, le transport, le régime, le pays, le numéro de nomenclature, le numéro d'accord commercial et l'indice d'industrie.

La valeur à mentionner sera non pas la valeur définitive, mais la différence entre celle-ci et la valeur primitivement déclarée.

La même règle sera suivie pour servir la colonne des droits, c'est-à-dire que celle-ci mentionnera la différence entre les droits définitifs et ceux primitivement perçus, c'est-à-dire le montant de la liquidation complémentaire.

La colonne des quantités normales (et complémentaires, le cas échéant ne sera pas servie.)

Tapioca

ARRETE N° 136-49/AE du 17 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et textes subséquents;

Vu l'arrêté 649 AE. du 16 août 1948 portant réouverture de la campagne de tapioca modifié par l'arrêté 805 AE. du 17 octobre 1948;

Sur la proposition de la Chambre de Commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat 1948-1949 pour le tapioca est fermée à compter du 1^{er} mars 1949.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la

Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 17 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Agence intermédiaire

ARRETE N° 139-49/F. du 18 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 portant création de l'agence intermédiaire de Lomé-Subdivision;

Vu l'arrêté n° 21 du 9 janvier 1943 modifiant l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4, paragraphe 2 de l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 susvisé est modifié comme suit :

Une avance de Deux cent mille francs (200.000 frs) renouvelable dans les conditions déterminées par l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sera consentie à l'Agence Intermédiaire. Elle est payable en un seul mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Logement de fonction

DECISION N° 137/D/F. du 19 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 57/F. du 16 janvier 1948, modifiant l'article 7 de l'arrêté n° 440/F. du 3 juin 1946, fixant les tarifs et les conditions d'attribution de l'indemnité de zone, approuvé par lettre n° 12.845 du 22 mars 1948 du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 50/F. du 29 janvier 1948 nommant la commission de classification;

Vu la lettre n° 149/D. du 28 janvier 1949 du Chef service des Douanes à Lomé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les logements de fonction ci-après sont classés dans les catégories suivantes :
Logement du Chef de poste de Klouto 2^e catégorie
Logement des gardes-frontières de Klouto 3^e catég.

ART. 2. — La présente classification sera révisée sur proposition, des Chefs de Circonscriptions au fur et à mesure des constructions, ou des améliorations à apporter à l'état actuel des bâtiments.

ART. 3. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1948, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 19 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Huile de palme

ARRETE N° 146-49/AE du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'acte dit loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents;

Vu l'arrêté 755 AE. du 31 octobre 1947 portant ouverture de la campagne d'achat d'huile de palme 1947-1948;

Vu l'arrêté 193 AE. du 1^{er} mars 1948 portant réouverture de la campagne d'achat de l'huile de palme;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat de l'huile de palme 1947-1948 est close à compter du 28 février 1949.

ART. 2. — La campagne d'achat d'huile de palme 1948-1949 est ouverte à compter du 1^{er} mars 1949.

ART. 3. — Les valeurs FOB de l'huile de palme exportée restent fixées ainsi qu'il suit en francs CFA la tonne vrac :

Type n° 3 (de 7 à 16 %)	41.342 francs
Type n° 4 (de 16 à 25 %)	37.435 —
Type n° 5 (plus de 25 %)	35.611 —

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la

Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Palmistes

ARRETE N° 147-49/AE du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'acte dit loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents;

Vu l'arrêté 754 AE. du 31 octobre 1947 portant ouverture de la campagne d'achat des palmistes récolte 1947-1948;

Vu l'arrêté 631 AE du 8 août 1948 fixant le prix F. O. B. des palmistes exportés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des palmistes 1947-1948 est close à compter du 28 février 1949.

ART. 2. — La campagne d'achat des palmistes 1948-1949 est ouverte à compter du 1^{er} mars 1949.

ART. 3. — La valeur F.O.B. des palmistes de cette dernière campagne demeure celle fixée par l'arrêté 631 AE susvisé, soit 20.500 francs CFA la tonne vrac.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Budget local

ARRETE N° 149-49/F. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81;

Vu le décret du 25 octobre 1946, portant création de l'Assemblée Représentative du Togo, notamment son article 38, dernier alinéa;

Vu l'arrêté n° 900/F. rendant exécutoire la délibération n° 53/48 de l'A.R.T. en date du 29 septembre 1948, approuvant le budget local du Togo — Exercice 1949;

Vu la lettre-circulaire n° 4033 Postal/3 R. du 23 juillet 1948, du Ministre de la France d'outre-mer. La lettre n° 53767 M.N./I s/ date du Ministre des Travaux Publics des Transports et du Tourisme, et la lettre s/n en date du 5 janvier 1949 du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'avis émis par la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo en sa séance du 2 Février 1949;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'Assemblée Représentative du Togo en sa prochaine Session;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Budget Local — exercice 1949 Chapitre XIII — Article 13 — Service météorologique, un paragraphe 4 (nouveau) intitulé « Frais de concentration des météogrammes quotidiens ».

ART. 2. — Il est ouvert au chapitre XIII — Art. 13 — Paragraphe 4 un crédit supplémentaire de Sept cent mille francs.

ART. 3. — Cette ouverture de crédit sera gagée par une recette supplémentaire de même montant inscrite au chapitre III — Article 1 — paragraphe 4 « Produits de la télégraphie intérieure (y compris les télégrammes officiels) ».

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

ARRETE N° 150-49/F. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81;

Vu le décret du 25 octobre 1946, portant création de l'Assemblée Représentative du Togo, notamment en son article 38, dernier alinéa;

Vu l'arrêté N°901/F. du 29 décembre 1947, rendant exécutoire la Délibération N° 11/47 du 27 septembre 1947 de l'Assemblée Représentative du Togo, approuvant le Budget Local du Togo, Exercice 1948;

Vu l'arrêté 801/F. du 10 octobre 1948, portant fixation de l'indemnité forfaitaire instituée par l'arrêté 636/F. du 10 août 1948 en faveur des Parlementaires du Territoire du Togo;

Vu l'avis émis par la Commission Permanente de l'A.R.T. en séance du 2 février 1949;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'Assemblée Représentative du Togo en sa prochaine session;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au Budget Local — Exercice 1948, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE II

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (Personnel)

ART. 5. — Représentation métropolitaine

§ 1. — Indemnités aux députés.	100.000
§ 2. — Indemnités aux Conseillers de la République	200.000
§ 3. — Indemnités aux Délégués à l'Assemblée de l'U. F.	100.000 = 400.000

ART. 6. — Dépenses d'exercices clos	337.500
Total du Chap. II	737.500

ART. 2. — La réalisation de ces crédits supplémentaires soit 737.500 francs, sera pourvue, par un prélèvement d'une somme de 737.500 francs, sur les plus-values des ressources normales du même Budget, se répartissant comme suit :

CHAPITRE II

CONTRIBUTIONS PERÇUES SUR LIQUIDATIONS

ART. 1^{er}. — Importations et Exportations

§ 1 ^{er} . — Droits d'importations	737.500
---	---------

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DECISION N° 159/D/F. du 26 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les nécessités du service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée provisoirement l'imputation au Budget Local, exercice 1949, du montant des dépenses des Bâtiments du Service de la Météorologie Nationale (Budget de l'Etat).

ART. 2. — Le montant des sommes ainsi payées sur le budget local chapitre II — article 2 sera remboursé par le Budget de l'Etat dès la notification des ordonnances nécessaires.

ART. 3. — L'Ordonnateur-Délégué et le Trésorier-Payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*
F. M. GUILLOU.

Domaines

ARRETE N° 152-49/Dom. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret N° 46.2378 du 25 octobre 1946, portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération N° 1/Dom. du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo, autorisant le Chef du Territoire à ester en justice dans l'instance à engager contre la Compagnie Générale du Togo;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération N° 1/DOM du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo autorisant le Chef du Territoire à intenter s'il y a lieu, devant le Tribunal de Première Instance de Lomé et à poursuivre devant la juridiction supérieure, une action contre la Compagnie Générale du Togo, Société anonyme dont le siège social est à Agou, Cercle de Klouto aux fins d'obtenir la résiliation judiciaire tant du bail s. s. p. consenti le 24 décembre 1931 que des avenants subséquents.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*
F. M. GUILLOU.

DELIBERATION N° 1/DOM du 19 janvier 1949 autorisant le Chef du Territoire à ester en justice dans l'instance à engager contre la Compagnie Générale du Togo.

La Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu l'article 34 paragraphe 5 du même décret qui prévoit que l'Assemblée Représentative doit délibérer obligatoirement sur les actions à intenter ou à soutenir au nom du Territoire;

Vu la délibération N° 65/48 du 24 novembre 1948 aux termes de laquelle l'Assemblée Représentative délègue expressément et spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente aux fins d'habiliter le Chef du Territoire à intenter éventuellement une action judiciaire en vue du règlement de l'affaire du domaine d'Agou;

Vu le décret du 11 août 1920 relatif à la liquidation des biens ennemis sous séquestre;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté N° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu le bail s.s.p. consenti le 24 décembre 1931 par Monsieur le Commissaire de la République au Togo à Monsieur Lucien Gasparin, auquel a été substitué la Compagnie Générale du Togo, spécialement les articles 6, 7 et 12;

Vu l'avenant audit bail en date du 19 octobre 1933 et spécialement son article 3;

Vu le rapport de la Commission Administrative de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 5 septembre 1947;

Vu la décision N° 709/Dom. du 30 octobre 1948 nommant une Commission chargée d'examiner les conditions d'exploitation actuelle de la plantation domaniale d'Agou par la Compagnie Générale du Togo;

Vu le procès-verbal de constat établi par cette commission le 5 novembre 1948;

Vu le rapport N° 234/Dom. du 29 décembre 1948 de Monsieur le Commissaire de la République du Togo;

A adopté dans sa séance du 19 janvier 1949 les dispositions dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le Chef du Territoire est autorisé, s'il y a lieu à intenter devant le Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé, et à poursuivre devant la juridiction supérieure, une action contre la Compagnie Générale du Togo, Société Anonyme dont le siège social est à Agou, (Cercle de Klouto) représentée au Territoire par M. Corneille Gonthier, demeurant à Agou (Douglas-hof), Directeur d'exploitation et fondé de pouvoirs du Conseil d'Administration aux fins d'obtenir la résiliation judiciaire tant du bail s. s. p. consenti le 24 décembre 1931 par le Commissaire de la République au Togo à M. Lucien Gasparin auquel a été substitué la Compagnie Générale du Togo, que des avenants subséquents.

Fait et délibéré en séance de la Commission Permanente, à Lomé, le 19 janvier 1949.

*Le Président de l'Assemblée Représentative du Togo
Président de la Commission Permanente*
SYLVANUS OLYMPIO.

ARRETE N° 153-49/DOM du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération n° 2/Dom. du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo autorisant la cession amiable à l'O.R.S.C. d'un terrain sis à Lomé;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération N° 2/DOM. du 19 janvier 1949 de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo autorisant, sous certaines conditions la cession à l'amiable par le Territoire du Togo à l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale (O.R.S.C.) moyennant le prix symbolique de : Cinq francs (5 frs.) d'un terrain domanial de 4 hectares 79 ares 60 centiares, sis à Lomé à l'angle de l'Avenue de la Victoire et de l'Avenue du Général de Gaulle, faisant partie du titre foncier N° 522 du Cercle de Lomé au nom du Territoire du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DELIBERATION N° 2/DOM. du 19 janvier 1949, autorisant la cession amiable par le Territoire du Togo au profit de l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale d'un terrain domanial de : 4 has. 79 ares 60 cas. sis à Lomé à l'angle de l'Avenue de la Victoire et de l'Avenue du Général de Gaulle.

La Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu l'arrêté n° 101 du 16 février 1942, complétant l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927 susvisé;

Vu la délibération n° 54 du 11 septembre 1948 aux termes de laquelle l'Assemblée Représentative délègue expressément et spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente aux fins d'autoriser le Territoire à céder à l'amiable à l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale un terrain

domanial dont l'emplacement et la superficie seront fixés après examen du plan sommaire des bâtiments à édifier et des statuts de l'O.R.S.C.;

Vu les observations formulées par le Directeur de l'O.R.S.C. dans sa lettre du 10 décembre 1948;

Vu la loi n° 550 du 11 octobre 1943 portant création de l'O.R.S.C. et le décret n° 2681 du 14 octobre 1943 réglementant le fonctionnement dudit office, lesquels textes ont été expressément maintenus par l'article 7 — 1^{er} alinéa de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine dans la Métropole;

Vu la copie du titre foncier n° 522 dont la parcelle demandée est à distraire et le plan y annexé;

Vu le rapport n° 237/Dom. du 29 décembre 1948 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Considérant que les buts de recherche scientifique poursuivis par l'O.R.S.C. servent bien l'intérêt du Territoire et que de ce fait le terrain susvisé peut être vendu directement à l'amiable à cet organisme au lieu d'être mis en adjudication publique;

Mais attendu que bien que doté d'une autonomie financière, l'O.R.S.C. n'a pas de ressources propres, que son budget est alimenté par des subventions de la Métropole des contributions du Territoire où il fonctionne, des legs ou des donations; qu'il ne se livrera à aucune activité lucrative, mais fera profiter gratuitement le Territoire du résultat de ses recherches scientifiques et culturelles; qu'il convient dans ces conditions, de lui consentir cette vente amiable moyennant un prix symbolique;

A adopté dans sa séance du 19 janvier 1949 les dispositions dont le texte suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Territoire du Togo est autorisé à céder à l'amiable, moyennant le prix symbolique de Cinq francs à l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale, établissement public créé par la loi N° 550 du 11 octobre 1943, représenté au Togo par son Directeur Mr. le Professeur Louis Pontier demeurant à Lomé, un terrain urbain d'une superficie de Quatre hectares soixante dix neuf ares soixante centiares (4 has. 79 ares 60 cas.) sis à Lomé, à l'angle de l'Avenue de la Victoire et de l'Avenue du Général de Gaulle. Ce terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier limité au Nord et à l'Est par l'Avenue du Général de Gaulle, au Sud par l'Avenue Albert Sarraut et par un terrain administratif, à l'Ouest par l'Avenue de la Victoire, fait partie d'une plus grande contenance objet du Titre Foncier n° 522 Cercle de Lomé, au nom du Territoire du Togo.

ART. 2. — Est approuvé, en conséquence, le projet d'acte de vente à l'amiable qui impose notamment à l'acquéreur l'obligation d'édifier sur ce terrain dans un délai maximum de trois ans des constructions à usage de laboratoires de recherche scientifique et de logement pour les chercheurs, d'une valeur minima de 150.000.000 de francs et lui interdit d'aliéner à quelque titre temporaire ou définitif ce terrain et les constructions qui y seront édifiées.

Fait et délibéré en séance de la Commission Permanente à Lomé, le 19 janvier 1949.

Le Président de l'A.R.T.

Président de la Commission Permanente

Sylvanus OLYMPIO.

ARRETE N° 154-49/DOM. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération n° 3/Dom. du 19 janvier 1949 autorisant la mise en adjudication du lot n° 1 du titre foncier n° 358 du cercle de Lomé;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo, la délibération N° 3/DOM. du 19 janvier 1949 qui autorise la mise en adjudication publique au plus offrant et dernier enchérisseur d'un terrain domanial d'une superficie de 2.542 m² sis à Lomé, Rue de la Poudrière, formant le Lot N° 1 du titre foncier N° 358 du Cercle de Lomé, et approuve le cahier des charges fixant les clauses et conditions de cette adjudication.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,

*Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU.

DELIBERATION N° 3/DOM. du 19 janvier 1949 portant autorisation de mise en adjudication du lot N° 1 du Titre Foncier N° 358 du Cercle de Lomé.

La Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu la copie du titre foncier N° 358 du Cercle de Lomé et le plan de lotissement y annexé;

Vu le procès-verbal de non-adjudication en date du 12 janvier 1929 du lot n° 1 du titre foncier N° 358 susvisé;

Vu la délibération n° 48 du 25 septembre 1948 aux termes de laquelle l'Assemblée Représentative délègue expressément et spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente aux fins d'autorisation éventuelle de mise en adjudication du lot N° 1 du titre foncier N° 358 susmentionné;

Vu le projet de cahier des charges préalable à cette adjudication,

Vu le rapport N° 236/Dom. du 29 décembre 1948 de Monsieur le Commissaire de la République au Togo;

Attendu que le lot à vendre est situé dans le quartier dit « industriel » délimité sur le nouveau plan d'urbanisme de la ville de Lomé;

A adopté dans sa séance du dix neuf janvier 1949, les dispositions dont le texte suit;

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la mise en adjudication publique au plus offrant et dernier enchérisseur, d'un terrain d'une superficie de : 2.542 m² sis à Lomé, Rue de la Poudrière, dépendant du Domaine Privé du Territoire et formant le lot N° 1 du Titre Foncier N° 358 du Cercle de Lomé.

ART. 2. — Est approuvé en conséquence, le cahier des charges préalable à cette adjudication, qui impose notamment à l'adjudicataire éventuel la construction d'une petite usine destinée au traitement des produits et sous-produits du cocotier d'une valeur minima de : 2.000.000 de frs., et qui fixe la mise à prix de ce terrain à 260.000 francs (Deux cent soixante mille francs).

Fait et délibéré en séance de la Commission Permanente à Lomé, le 19 janvier 1949.

*Le Président de l'A.R.T.
Président de la Commission Permanente
Sylvanus OLYMPIO.*

ARRETE N° 155-49/DOM. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret N° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération N° 4/Dom. du 19 janvier 1949 autorisant la mise en adjudication de lots N° 5 et 6 du titre foncier N° 358 du Cercle de Lomé;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 22 février 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération N° 4/DOM. du 19 janvier 1949 qui autorise la mise en adjudication publique au plus offrant et dernier enchérisseur, d'un terrain domanial d'une superficie globale de : 5.733 m² sis à Lomé, à l'angle de la Rue de la Poudrière et la Rue Victor Hugo formant les lots N° 5 et 6 du titre foncier N° 358 du Cercle de Lomé, et approuve le cahier des charges fixant les clauses et conditions de cette adjudication.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.
*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

DELIBERATION N° A/DOM du 19 janvier 1949
portant autorisation de mise en adjudication des lots
N°s 5 et 6 du titre foncier N° 358 de Lomé.

La Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté N° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu la copie du titre foncier N° 358 du Cercle de Lomé et le plan de lotissement y annexé;

Vu le procès-verbal de non-adjudication en date du 12 janvier 1929 des lots N°s 5 et 6 du titre foncier n° 358 susvisé;

Vu la délibération N° 49 du 25 septembre 1948 aux termes de laquelle l'Assemblée Représentative délègue expressément et spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente aux fins d'autorisation éventuelle de mise en adjudication des lots n°s 5 et 6 du titre foncier n° 358 susvisé;

Considérant qu'il existe sur le lot n° 6 un magasin construit en briques, couvert en tôles en assez mauvais état, dont l'utilisation n'est pas envisagée et dont la démolition serait onéreuse;

Vu le projet de cahier des charges préalable à cette adjudication;

Vu le rapport n° 235/Dom. du 29 décembre 1948 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Attendu que les lots à vendre sont situés dans le quartier dit « industriel » délimité par le nouveau plan d'urbanisme de la ville de Lomé;

A adopté dans sa séance du dix neuf janvier 1949, les dispositions dont le texte suit;

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la mise en adjudication publique au plus offrant et dernier enchérisseur :

1) — d'un terrain d'une contenance globale de : 5.733 m² sis à Lomé à l'angle de la Rue Poudrière et la Rue Victor Hugo, dépendant du Domaine Privé du Territoire et faisant l'objet des lots N°s 5 et 6 du Titre Foncier N° 358 de Lomé d'une superficie respective de : 2763 m² et 2.970 m²,

2) — d'un magasin en assez mauvais état, édifié sur le N° 6 susvisé, construit en briques de ciment et de terre cuite couvert en tôles, mesurant 27 m,60 de long, 9 m, 60 de large et 4 m de hauteur.

ART. 2. — Est approuvé en conséquence, le cahier des charges préalable à cette adjudication, qui impose notamment à l'adjudicataire éventuel la construction de bâtiment à usage d'entreprise des travaux publics et privés et accessoirement de bâtiments d'habitation, d'une valeur minima de : 4.000.000 de francs et qui fixe la mise à prix globale (terrain et magasin) à la somme de 800.000 francs.

Fait et délibéré en séance de la Commission Permanente à Lomé, le 19 janvier 1949.

Le Président de l'A.R.T.
Président de la Commission Permanente
SYLVANUS OLYMPIO.

Commission

DECISION N° 146/D/F. du 22 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du plan de développement et d'équipement des territoires d'outre-mer;

Vu le décret du 16 octobre 1946 créant dans les territoires d'outre-mer des budgets spéciaux d'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer;

Vu la circulaire ministérielle n° 699 du 7 avril 1948 relative à l'élaboration des plans décennaux;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Lomé une Commission chargée d'étudier, avant sa présentation à l'Assemblée Représentative du Togo, le Plan décennal du Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (F.I.D.E.S.) du Togo.

ART. 2. — Cette Commission est composée comme suit :

Le Secrétaire Général	<i>Président</i>
Deux délégués à l'A.R.T.	} <i>Membres</i>
Deux représentants de la Chambre de Commerce	
Le Chef du Bureau des Finances	
Le Chef du Bureau des Affaires Economiques	

ART. 3. — La commission se réunira sur convocation de son Président — Les Chefs de Service du Territoire pourront être entendus par la Commission chaque fois que celle-ci le jugera utile. Le Représentant de la C.C.F.O.M. assistera de droit aux Séances de la Commission.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

F. M. GUILLOU.

P. T. T.

Bureau d'Anié

ARRETE N° 163-49/P.T.T. du 24 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 71 ter. du 30 novembre 1920 portant ouverture des bureaux de poste aux opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, au service des articles d'argent et des envois contre remboursement;

Vu les arrêtés nos 74 et 419 des 28 décembre 1920 et 3 août 1932, ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux;

Vu les décisions nos 349 et 149 des 10 septembre 1935 et 17 octobre 1936, ouvrant les bureaux de poste au service de la caisse d'épargne;

Vu l'arrêté n° 155 du 23 mars 1941, ouvrant tous les bureaux de poste du Territoire au service des chèques postaux de l'A.O.F.;

Vu les arrêtés nos 188 et 557/P.T.T. des 15 avril 1937 et 5 août 1947, portant ouverture des bureaux de poste au service des valeurs déclarées;

Vu l'arrêté n° 459/P.T.T. du 15 juillet 1947 portant fixation de l'encaisse des bureaux des P.T.T. du territoire du Togo;

Sur la proposition du chef du service des P.T.T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Agence Postale d'Anié (Cercle d'Atakpamé) est transformée en Bureau de plein exercice à compter du 16 mars 1949.

ART. 2. — Cet établissement participe aux opérations suivantes :

Echange de la correspondance postale ordinaire et recommandée, lettres et boîtes avec valeur déclarée (tous régimes).

Service des colis postaux ordinaires, avion, contre remboursement et avec valeur déclarée (tous régimes).

Service des articles d'argent, valeurs à recouvrer, envois postaux contre remboursement (tous régimes).

Exploitation télégraphique et téléphonique (tous régimes).

Caisse d'Epargne et chèques postaux ainsi qu'à tous services admis par les règlements postaux en vigueur au Territoire.

ART. 3. — L'encaisse maximum du Bureau de Poste d'Anié est fixée à 5.000 francs.

ART. 4. — Le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,

*Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU.

Bureau de Blitta

ARRETE N° 164-49/P.T.T. du 24 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 71 ter. du 30 novembre 1920 portant ouverture des bureaux de poste aux opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, au service des articles d'argent et des envois contre remboursement;

Vu les arrêtés nos 74 et 419 des 28 décembre 1920 et 3 août 1932, ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux;

Vu les décisions nos 349 et 149 des 10 septembre 1935 et 17 octobre 1936, ouvrant les bureaux de poste au service de la caisse d'épargne;

Vu l'arrêté n° 155 du 23 mars 1941, ouvrant tous les bureaux de poste du territoire au service des chèques postaux de l'A.O.F.;

Vu les arrêtés nos 188 et 557/P.T.T. des 15 avril 1937 et 5 août 1947, portant ouverture des bureaux de poste au service des valeurs déclarées;

Vu l'arrêté n° 459/P.T.T. du 15 juillet 1947 portant fixation de l'encaisse des bureaux des P.T.T. du territoire du Togo;

Sur la proposition du Chef du service des P.T.T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Cabine Téléphonique Blitta (Cercle d'Atakpamé) est transformée en Bureau de plein exercice à compter du 1^{er} mars 1949.

ART. 2. — Cet établissement participe aux opérations suivantes :

Echange de la correspondance postale ordinaire et recommandée, lettres et boîtes avec valeur déclarée (tous régimes).

Service des colis postaux ordinaires, avion, contre remboursement et avec valeur déclarée (tous régimes).

Service des articles d'argent, valeurs à recouvrer, envois postaux contre remboursement (tous régimes).

Exploitation télégraphique et téléphonique (tous régimes).

Caisse d'Epargne et chèques postaux ainsi qu'à tous services admis par les règlements postaux en vigueur au Territoire.

ART. 3. — L'encaisse maximum du Bureau de Poste de Blitta est fixée à 5.000 francs.

ART. 4. — Le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1949.

Pour le Commissaire de la République absent,

*Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU.

Santé**Ecole d'infirmiers et infirmières**

ARRETE No 172-49/P. du 28 février 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté no 274/P. du 29 mai 1945, portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières;

Vu l'arrêté no 379/P. du 28 mai 1947 modifiant celui no 274/P. du 29 mai 1945 portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières au Togo;

Sur la proposition du Directeur de la santé publique au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté susvisé no 379/P. du 28 mai 1947, modifiant celui no 274/P. 20 décembre 1948 :

DATE D'EFFET	DATE D'INSTALLATION
1-11-48	

du 29 mai 1945 portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières au Togo est abrogé.

ART. 2. — Le programme des cours et travaux pratiques enseigné à l'école des infirmiers et infirmières du Togo reste celui prévu par l'arrêté no 274/P. du 29 mai 1945.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1949.
Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Nomination**

Par arrêté du Directeur général des douanes et droits indirects, en date du :

M. Suhubiette (Joseph) brigadier chef de 1^{re} classe à la disposition du Ministère de la France d'Outre-mer pour servir au Togo est nommé, sur place commis principal de 1^{re} classe (prendra rang du 1^{er} janvier 1945).

M. Suhubiette percevra dans sa nouvelle situation une indemnité compensatrice dont le montant sera fixé conformément aux dispositions de l'article 2 du décret no 47-1457 du 4 août 1947.

Détachement

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du :

11 février 1949 :

M. Bonnet (Georges Auguste) est mis à la disposition de M. le Ministre de la France d'Outre-mer, du 29 août 1948 au 30 septembre 1949 pour exercer les fonctions d'inspecteur d'académie au Togo.

Affectations

Par arrêté du 31 janvier 1949 M^{me} Mensah née Chrysostome (Louise) sage-femme africaine principale de 3^e classe, est réintégrée, avec son grade, dans le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains, pour compter du jour de son arrivée à Dakar.

M^{me} Mensah est mise à la disposition du commissaire de la République au Togo, pour compter du

jour de sa mise en route de Dakar pour son territoire d'affectation.

Retraite

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-mer en date du 31 janvier 1949, Monsieur Tessier (Paul), chef de dépôt du cadre général des chemins de fer coloniaux, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté, à compter du 10 février 1949, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

Tableau d'avancement

des greffiers en chef du cadre de l'A.O.F. pour l'année 1949.

Pour un emploi de greffier en chef d'un tribunal de 2^e classe.

Est inscrit : M. Gaétan.

Dégagement des cadres

RESULTATS des élections aux commissions paritaires de dégagement des cadres des Administrateurs des colonies et des Administrateurs des Services civils de l'Indochine.

Le bureau de recensement général des votes pour les élections aux commissions paritaires de dégagement

des cadres des Administrateurs des colonies et des Administrateurs des Services civils de l'Indochine, dont la composition figure dans l'arrêté n° 77 du 25 janvier 1949, s'est réuni au Ministère de la France d'Outre-mer le mardi 8 février 1949, de 9 h, 30 à 16 heures.

Au terme de ses travaux les résultats suivants ont été proclamés :

I

**REPRESENTANTS
DES ADMINISTRATEURS DES COLONIES**

Grades	Désignation des Sièges — Titulaires (T), Suppléants (S) — et des listes auxquelles ils ont été attribués	Nom des représentants élus
Administrateurs de 1 ^o cl.	T. — 1 ^o Siègre Liste Syndicale	M.M. Hanin Berlan Camouilly (Léopold) Raynier
	T. — 2 ^o Siègre Liste Raynier	
	S. — 1 ^o Siègre Liste Syndicale	
	S. — 2 ^o Siègre Liste Raynier	
Adminis. de 2 ^o et 3 ^o cl.	T. — 1 Liste Raynier	Morizet Rives Le Garrères De Lapasse
	T. — 2 Liste Raynier	
	S. — 1 Liste Raynier	
	S. — 2 Liste Raynier	
Administrateurs adjoints	T. — 1 Liste Syndicale	Giacobetti Rivaille Larche Lallement
	T. — 2 Liste Raynier	
	S. — 1 Liste Syndicale	
	S. — 2 Liste Raynier	

II

**REPRESENTANTS DES ADMINISTRATEURS
DES SERVICES CIVILS DE L'INDOCHINE**

Grades	Désignation des Sièges — Titulaires (T), Suppléants (S) — et des listes auxquelles ils ont été attribués	Nom des représentants élus
Administrateurs de 1 ^o cl.	T. 1 ^o Siègre Liste Cousseau	M.M. Morizon Ponce Dubois Kresser
	T. 2 ^o Siègre Liste Michaudel	
	S. 1 ^o Siègre Liste Syndicale	
	S. 2 ^o Siègre Liste Cousseau	
Adminis. de 2 ^o et 3 ^o cl.	T. 1 Liste Michaudel	Herisson Removille Ropion Wietrebert
	T. 2 Liste Syndicale	
	S. 1 Liste Michaudel	
	S. 2 Liste Syndicale	
Administrateurs adjoints	T. 1 Liste Syndicale	Chalvignac Harrois Goabin Bardet
	T. 2 Liste Cousseau	
	S. 1 Liste Cousseau	
	S. 2 Liste Michaudel	

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Détachement**

Par arrêté n° 145-49 P du :

21 février 1949. — M. Akouété Paulin, commis d'administration principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), en service au bureau de l'inspection du travail, est détaché auprès de l'Union des Syndicats du Togo, pour compter du 5 février 1949 pour en assumer les charges de secrétaire général.

Pendant toute la durée de son détachement, les émoluments de M. Akouété seront à la charge de l'Union des Syndicats du Togo, et il conservera ses droits à l'avancement et à la retraite.

Titularisation

Par arrêté n° 144-49 P du :

21 février 1949. — Les commis et facteurs stagiaires du cadre local des transmissions du Togo, ci-après désignés, qui ont terminé leur année de stage réglementaire sont, pour compter du 16 janvier 1949, titularisés dans leurs emplois et nommés :

Commis adjoints de 6^e classe

Ogane Issifou	Ekoué Innocent
Aubenas Gabrielle	Koehler Théodore
Amevor Pierre	

Facteurs adjoints de 6^e classe

Loisel Augustin	Wilson Jean
Tchedre Poutma	

Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 161-49 P du :

24 février 1949. — Les rappels d'ancienneté ci-après pour services militaires sont attribués, dans leur emploi actuel, aux gardes frontières ci-dessous désignés, en service à la brigade des douanes de Lomé :

Ayité Alexandre, garde frontière de 4 ^e classe :	2 ans 9 mois 29 jours.
Gbedevi Sassouvi Albert, garde frontière de 5 ^e classe :	3 ans (temps légal)

Intégrations

Par arrêté n° 130-49 P du :

16 février 1949. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} janvier 1949, la démission de son emploi dans le cadre local des plantons, offerte par M. Padonou Célestin, planton de 1^{re} classe, employé au service radioélectrique à Lomé.

M. Padonou Célestin est intégré, pour compter de la même date, dans le cadre local des transmissions du Togo, à titre exceptionnel, en qualité de facteur adjoint de 3^e classe.

Son ancienneté dans son nouvel emploi court du 1^{er} janvier 1949, jour de son entrée dans le nouveau cadre.

M. Padonou Célestin, facteur adjoint de 3^e classe des Transmissions, conservera à titre personnel le bénéfice de sa solde actuelle de 22.000 frs. afférente à son grade dans le cadre des plantons jusqu'à ce qu'il atteigne une solde supérieure par le jeu de l'avancement.

Par arrêté n° 169-49 P du :

26 février 1949. — M^{me} Achard Marguerite-Marie (née Masson), institutrice suppléante permanente du cadre métropolitain titulaire du baccalauréat et du certificat d'aptitude pédagogique, est intégrée dans le cadre local supérieur de l'enseignement du Togo pour compter du 1^{er} février 1949, date de sa prise de service en qualité d'institutrice de 6^e classe (degré ordinaire).

Nominations — Affectations

Par décision n° 124 D/P du :

16 février 1949. — M. Morin Charles, Instituteur de 3^e classe du cadre métropolitain, détaché au Togo, de retour de congé et arrivé au territoire le 31 janvier 1949 est nommé directeur de l'Ecole Professionnelle de Sokodé en remplacement de M. Gillot (Roger Charles) chargé de cette direction pendant son absence.

Par arrêté n° 170-49 P du :

26 février 1949. — Les candidats dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves du concours qui s'est déroulé à Lomé les 17 et 19 février 1949, sont admis dans le cadre local des assistants de police du Togo, en qualité de stagiaires pour compter du 1^{er} mars 1949 :

M.M. Assogbavi Honorat
Seddar André Bruno
Houedakor François

Les intéressés reçoivent les affectations suivantes : M. Assogbavi Honorat, assistant de police stagiaire, est mis à la disposition du chef du service de la Sécurité à Lomé.

M. Seddar André Bruno, assistant de police stagiaire, est affecté au poste de police de Mango, en remplacement de M. Aguiar Adolphe, assistant de police adjoint de 4^e classe, en instance de départ en permission d'absence.

M. Houedakor François, assistant de police stagiaire, est mis à la disposition de l'Administrateur-Maire de la commune-mixte de Lomé, pour servir au commissariat de police de Lomé en remplacement de M. Gnofam Mani, assistant de police adjoint de 1^{re} classe, affecté à Anécho.

Par décision n° 163 D/P du :

28 février 1949. — M. Sagnes Jacques, administrateur de 3^e classe des Colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef du bureau des affaires économiques, pendant la durée de l'absence de M. Giard, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des Colonies, en instance de départ en mission à Paris.

Par décision n° 164 D/P du :

28 février 1949. — M. Laprun Edouard, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des Colonies, chef de la Subdivision administrative de Tsévié, y est nommé provisoirement agent spécial pendant la durée de l'indisponibilité du titulaire, M. Johnson André, commis d'administration principal de 1^{re} classe.

Par décision n° 165 D/P du :

28 février 1949. — M. Guidicelli Albert, sous-brigadier de 2^e classe des douanes, de retour de permission reprend, à compter du 20 février 1949, la direction de la brigade des douanes de Lomé.

Par décision n° 117 D/P du :

16 février 1949. — M. Demonio François, administrateur de 2^e classe des Colonies, récemment mis à la disposition du Togo et arrivé à Lomé le 7 février 1949, est affecté provisoirement au bureau des affaires politiques et administratives.

Par décision n° 121 D/P du :

16 février 1949. — Mademoiselle de Médeiros Louise, commis d'administration-adjoint de 4^e classe en service au Cercle de Lomé, est affectée provisoirement au Tribunal de Première Instance de Lomé, en remplacement du commis greffier contractuel Bartet Omer, en instance de départ en congé.

Par décision n° 127 D/P du :

17 février 1949. — M. Agbetoyon Félix, infirmier stagiaire en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire d'Anécho, en remplacement de l'infirmière stagiaire Zamba Eugénie, affectée à Pagouda.

Par décision n° 134 D/P du :

19 février 1949. — M. Puccinelli Jean, aide-conducteur contractuel des travaux agricoles, nouvellement arrivé au Territoire, est nommé chef de la circonscription agricole de Mango en remplacement de M. Lamy René, aide-conducteur contractuel, appelé à d'autres fonctions.

M. Puccinelli effectuera au préalable un stage d'initiation jusqu'au 15 mars à la ferme de Sotouboua, cercle de Sokodé.

M. Lamy René, aide-conducteur contractuel des travaux agricoles est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole du sud, avec résidence à Tsévié.

Par décision n° 139 D/P du :

22 février 1949. — Le médecin-capitaine Nègre Roland, en service à Tsévié, est nommé médecin-chef de la subdivision sanitaire de Palimé, en remplacement du médecin contractuel Ajavon Robert, en instance de départ en congé.

Le médecin-capitaine Legier Jean, nouvellement désigné pour servir hors cadres au Togo, et attendu à Lomé par le s/s Hoggar vers le 24 février 1949, est affecté à Anécho en qualité de médecin-chef de la subdivision sanitaire et du secteur n° 8, en remplacement du médecin-capitaine Breteau, en instance de rapatriement.

Par décision n° 140 D/P du :

22 février 1949. — M. Baka Alphonse, dactylographe journalier, en service aux Domaines, est affecté à l'inspection du travail.

Madame Johnson Rosaline, dactylographe qualifiée, en service au bureau de l'enseignement, est mise à la disposition du Receveur des Domaines.

Par décision n° 150 D/P du :

23 février 1949. — M. Martinet René, chef surveillant principal contractuel des travaux publics nouvellement engagé pour le Territoire et arrivé à Lomé par le Brazza du 20 février 1949, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics et des transports du Togo.

Par décision n° 155 D/P du :

24 février 1949. — M. Silvy Jean Emille, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des Colonies, nouvellement désigné pour servir au Togo et arrivé à Lomé le 20 février 1949 par le s/s Brazza, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

Par décision n° 156 D/P du :

24 février 1949. — Les mutations et affectations suivantes sont prononcées dans le personnel africain des douanes.

Sont affectés :

Pour compter du 1^{er} mars 1949

Au bureau des douanes de Lomé

M. d'Almeida Alfred, commis principal de 1^{re} classe en service au poste des douanes de Klouffo.

Au poste des douanes de Klouffo

en qualité de chef de poste.

M. d'Oliveira Paul, commis principal de 2^e classe, en service à Lomé, en remplacement du commis principal de 1^{re} classe, d'Almeida Alfred.

Pour compter du 1^{er} avril 1949

Au poste des douanes de Kpadapé

en qualité de chef de poste.

M. Ahebla Elie, préposé de 6^e classe, en service à Lomé, en remplacement du commis principal de 1^{re} classe, Johnson Félix.

Au poste des douanes de Noépé

en qualité de chef de poste.

M. Johnson Félix, commis principal de 1^{re} classe, en service à Kpadapé, en remplacement du commis de 2^e classe, Kudadje Gabriel.

Au bureau des douanes de Lomé.

M. Kudadje Gabriel, commis ordinaire de 2^e classe, en service à Noépé.

Par décision n° 160 D/P du :

26 février 1949. — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel africain des postes, télégraphes et téléphones.

Sont affectés :

A Anié (Cercle d'Atakpamé)

en qualité de gérant.

M. d'Almeida Stéphan, commis adjoint de 6^e classe du C.C.S. de l'A.O.F., en service à Sokodé.

M. Wilson Jean, facteur adjoint de 6^e classe, en service à la recette principale de Lomé.

A Blitta (Cercle d'Atakpamé)

en qualité de gérant.

M. Bahun James, commis adjoint de 5^e classe, en service à la recette principale de Lomé.

A Sokodé

M. Attikpoe Linus, facteur adjoint de 6^e classe, en service à Blitta.

Par décision n° 161 D/P du :

26 février 1949. — M. Cadete Jonathan, commis d'administration adjoint de 3^e classe, en service au secteur n° 2 de la trypanosomiase à Pagouda, est affecté au Cercle de Lomé, en remplacement de M^{me} De Médeiros Louise, commis d'administration adjoint de 4^e classe, mise à la disposition du Procureur de la République.

Salaire

Par décision n° 133 D/P du :

19 février 1949. — Le salaire mensuel accordé à M. d'Almeida Augustin, topographe auxiliaire, en service à Lomé, est fixé à six mille (6.000) francs pour compter du 1^{er} janvier 1949.

M. d'Almeida continuera à bénéficier de l'acompte de 45 % dans les conditions prévues pour le personnel auxiliaire des cercles, services et bureaux du Territoire du Togo.

Témoignage officiel de satisfaction

Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Beucher Charles, contrôleur principal de 2^e classe des transmissions coloniales, en mission au Togo.

A fait preuve d'une maîtrise et d'une activité remarquables dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée au service radioélectrique du Togo.

Disponibilité

Par décision n° 129 D/P du :

17 février 1949. — M^{me} Olympio Louise (née Bartet), commis d'administration adjoint de 6^e classe en service à Lomé, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans solde pour une période d'un an à compter du 22 février 1949.

Démission

Par arrêté n° 171-49 P du :

26 février 1949. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1949, date de leur admission dans le cadre local des assistants de police du Togo la démission de leurs emplois dans les cadres locaux des gardes forestiers et des agents de police, offerte par :

- M.M. Assogbavi Honorat, garde forestier de 1^{re} cl. en service à Palimé.
- Seddor Bruno André, agent de police de 3^e cl. en service à Anécho.
- Houédakor François, agent de police de 2^e cl. en service à Anécho.

Licenciement

Par décision n° 162 D/P du :

26 février 1949. — M^{me} Dubois Gisèle, commis auxiliaire, chargée des fonctions de dactylographe et de speakrine au service radioélectrique à Lomé, est licenciée pour suppression d'emploi pour compter du 21 février 1949.

Une indemnité de licenciement une fois payée, égale à deux mois de salaire est accordée à l'intéressée.

Congés

Par décision n° 135 D/P du :

19 février 1949. — Un congé de fin de contrat de neuf mois pour en jouir au Territoire et en France est accordé à M. Ajavon Robert, médecin contractuel en service au Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire et qui n'avait bénéficié d'aucun congé à la fin de son premier séjour ayant duré 36 mois.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, par voie maritime ou aérienne lui sera en outre délivré au moment de son départ pour la France.

RECTIFICATIF à la décision n° 111/D/P. du 12 février 1949 accordant congé administratif à M. Lalondrelle.

Au lieu de :

Un passage pour la France en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 7 mars 1949.

Lire :

Un passage par voie aérienne, en 1^{re} classe, 2^e catégorie de Lomé à Paris (via Lagos), lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme, sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 21 mars 1949.

Le reste sans changement.

MODIFICATIF à la décision n° 113/D/P du 12 février 1949 accordant congé administratif à M. Bruni.

Au lieu de :

Un passage pour la France en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses trois enfants âgés respectivement de 15, 7 et 3 ans et demi sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 7 mars 1949.

Lire :

Un passage par voie aérienne, en 1^{re} classe 2^e catégorie de Lomé à Marseille (via Lagos), lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses trois enfants âgés respectivement de 15, 7 et 3 ans et demi, sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 7 mars 1949.

Le reste sans changement.

MODIFICATIF à la décision n° 116/D.P. du 12 février 1949 accordant congé administratif.

Au lieu de :

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie sera en outre délivré à M. Dabezies sur un paquebot à désigner par lui-même.

Lire :

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B sera en outre délivré à M. Dabeznes sur un paquebot à désigner par lui-même.

Le reste sans changement.

Gardes forestiers

Par décision n° 123 D/P du :

16 février 1949. — M. Loumon Alexandre, garde forestier de 1^{re} classe en service à Sansanné-Mango, est affecté à la Forêt classée de Djémégni (Cercle d'Atakpamé).

M. Dzedou Henri, garde forestier de 2^e classe, en service à la Forêt classée de Djémégni (Cercle d'Atakpamé), est affecté à Sausanné-Mango.

Gardes frontières

Par arrêté n° 142-49 P du :

19 février 1949. — Les gardes frontières ci-après désignés, qui ont subi avec succès l'examen professionnel prévu par l'article 19 de l'arrêté n° 295/P du 7 juin 1945, sont admis, pour compter du 1^{er} mars 1949, dans le cadre local des agents des douanes du Togo, en qualité de préposés de 6^e classe. Ahebla Togbé Elie, garde frontière de 5^e classe, Atayi Godefroy, garde frontière de 4^e classe.

Par arrêté n° 159-49 P du :

23 février 1949. — M. Seba Koukoubo, garde frontière de 6^e classe du cadre local du Togo, en service à la brigade des douanes de Lomé, est révoqué de ses fonctions pour mauvaise manière habituelle de servir.

Forces de Police

Par arrêté n° 160-49 BM du :

23 février 1949. — Sont engagés à compter du 1^{er} février 1949 dans le corps des gardes cercles du Togo comme gardes de 2^e classe et affectés le dit jour au dépôt des gardes de Lomé, des ex-miliciens dont les noms suivent :

- Kombati Lamboni — en remplacement du brig. ch. de 1^{re} cl. Ale retraité
- Bara Tamoka — en remplacement du brig. ch. de 2^e cl. Anti K. retraité
- Zoumarou Koura — en remplacement du brig. de 2^e cl. Allou retraité
- Barka Tchbandavou — en remplacement du garde de 2^e cl. Ayité, démissionnaire
- Aradjou Bitan — en remplacement du garde de 2^e cl. Landoga, démissionnaire
- Aourougou Adjaé — en remplacement du garde de 2^e cl. Pamai révoqué
- Ayenga Tchamiyé — en remplacement du garde de 2^e cl. Aboudou, révoqué
- Djole Bassambia — en remplacement du brig. de 2^e cl. Issaka Mossi, décédé
- Adake Tani — en complément d'effectif
- Adji Aouo — en complément d'effectif

Le brigadier de 2^e classe Issaka Mossi du dépôt des gardes, décédé à l'hôpital de Lomé le 10 février 1949, est rayé des contrôles actifs du corps des gardes cercles du Territoire à compter du 11 février 1949.

DIVERS

Carrières

Par décision n° 147 D/TP du :

22 février 1949. — La société des constructions Edmond Coignet est autorisée à ouvrir une carrière en vue de l'extraction de matériaux (moellons, pierres cassées, gravillon) dans les bancs rocheux d'un terrain privé situé entre la route et la voie ferrée de Lomé à Lilikové à 40 kilomètres de Lomé et à 8 kilomètres au nord de Tsévié.

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans.

Cette autorisation pourra être révoquée sans délai ni préavis au cas où la société des constructions Edmond Coignet ne se conformerait pas aux prescriptions de la présente décision et de l'arrêté n° 542 en date du 5 novembre 1932 réglementant pour les particuliers les conditions d'exploitation.

Les infractions aux dispositions de l'arrêté n° 542 sus-visé seront constatées et punies conformément aux dispositions du titre V du décret du 26 octobre 1927 sans préjudice de toute poursuite en dommages intérêts devant les tribunaux compétents.

Par décision n° 148 D/TP du :

22^e février 1949. — La société des constructions Edmond Coignet est autorisée à ouvrir une carrière en vue de l'extraction de matériaux (moellons, pierres cassées, gravillon) dans les bancs rocheux d'un terrain privé situé entre la route et la voie ferrée de Lomé à Palimé à 35 kilomètres de Lomé et à 5 kilomètres environ au nord de Noépé.

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans et sous réserve de l'accord du propriétaire du terrain M. Kpode Aleké domicilié à Bagbé.

Cette autorisation pourra être révoquée sans délai ni préavis au cas où la société des constructions Edmond Coignet ne se conformerait pas aux prescriptions de la présente décision et de l'arrêté n° 542 en date du 5 novembre 1932 réglementant pour les particuliers les conditions d'exploitation.

Les infractions, aux dispositions de l'arrêté n° 542 sus-visé seront constatées et punies conformément aux dispositions du titre V du décret du 26 octobre 1927 sans préjudice de toute poursuite en dommages intérêts devant les tribunaux compétents.

Commandement indigène

Par décision n° 126 D/APA du :

16 février 1949. — Il est alloué aux chefs indigènes de la Subdivision de Bassari (Cercle de Sokodé), ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1948, les allocations suivantes :
Kpadja, chef du village de Binaoualba . 400 frs.
Nassan, chef du village de Binaparba . 450 —
Kodjo, chef du village de Boukpassiba . 400 —
Nakpane, chef du village de Dikotigbandi . 350 —

Samary, chef du village de Kpankissi . . .	350	—
Idrissou, chef du village de Kétangbao . . .	400	—
Gnandi, chef du village de Ouadandé . . .	600	—
Massaba, chef du village de Koupon . . .	350	—
Sinkoua, chef du village de Koumban . . .	350	—
Ouadja, chef du village de Noukoutour . . .	400	—
Atako, chef du village de Kanouaboua . . .	400	—
Badonna, chef du village de Kagbanda . . .	600	—
Kedan, chef du village de Ouakadé . . .	700	—
Agbanda, ch. du vil. de Pessidé-Koundoun . . .	600	—
Bepembo, chef du village de Biakpabé . . .	300	—
Mayimbo, chef du village de Bissibi . . .	200	—
Kogni, chef du village de Natchamba . . .	200	—
Diassao, chef du village de Tabalé . . .	150	—
Tchamdou, chef du village de Alontébou . . .	250	—
Araba, chef du village de Kadjol . . .	300	—
Kortom, chef du village de Naoualo . . .	400	—
Tindjo, chef du village de Nampoach . . .	300	—
Kouble, chef du village de Namab . . .	400	—

La dépense est imputable au chapitre 4 article 5 paragraphe 3 du budget local du Togo exercice 1948.

Par décision n° 132 D/APA du :

18 février 1949. — Sont nommés à l'emploi de secrétaire de chef de canton, à la solde annuelle de 18.000 francs, pour compter du 1^{er} février 1949

Cercle de Sokodé

M.M. Moumouni Issaka, pour le poste de secrétaire du chef de canton d'Agoulou.
Fousseni Adam, pour le poste de secrétaire du chef de canton de Kri-Kri.

Cercle de Mango

M. Nambiema Aboubakar, pour le poste de secrétaire du chef de canton de Takpamba.

Par décision n° 152 D/APA du :

23 février 1949. — Il est alloué aux chefs autochtones du cercle du centre, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1948, les allocations suivantes :

Kodo, chef du canton de Blitta . . .	6.000	frs
Djensa Konto, chef du canton de l'Adélé . . .	5.000	—
Frico Dabida, chef du canton de l'Akposso-nord . . .	5.000	—
Danhuin Ounsounou, chef du canton de Nuatja . . .	4.000	—
Mahouvi, chef du village d'Oga I . . .	4.000	—
Ezin Marcel, chef du village d'Avété . . .	4.000	—

La dépense est imputable au chapitre 4 article 5 paragraphe 3 du budget local du Togo exercice 1948.

Par décision n° 153 D/APA du :

23 février 1949. — Il est alloué aux chefs autochtones de la subdivision de Lama-Kara (Cercle de Sokodé), ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1948, les allocations suivantes :

Palanga, chef du canton de Lama-Kara . . .	10.510	frs.
Atcholly, chef du canton de Bau . . .	1.645	—
Kpatcha, chef du canton de Yadé . . .	1.996	—
Azoumarou, chef du canton de Lassa . . .	6.479	—
Tchendo, chef du canton de Tchitchao . . .	3.100	—
Dondja, chef du canton de Sirka . . .	1.239	—
Assi Robert, chef du canton de Piya . . .	3.217	—
Adom, chef du canton de Djamdé . . .	722	—
Akara, chef du canton de Kétau . . .	2.675	—
Kezie, chef du canton de Kodjéné-Haut . . .	6.290	—
Atakora, chef du canton de Kodjéné-Bas . . .	2.622	—

Pré, chef du canton de Lama-Tessi . . .	9.312	—
Nimon, chef du canton de Soumdina . . .	4.598	—
Tchangai, chef du canton de Tchare . . .	1.373	—
Kpakpabia, chef du canton de Landa . . .		
Pozenda . . .	1.456	—
Bataka, chef du canton de Sara-Kaona . . .	1.228	—
Taboli, chef du canton de Léon . . .	552	—
Kouhaline, chef du canton d'Alloum . . .	1.992	—
Lada Gnama, chef du canton de Défalé . . .	4.681	—
Agoulara, chef du canton de Kadjalla . . .	1.381	—
Birega Babaké, chef du canton de Niamlongou . . .	9.575	—
Bakale, chef du canton de Siou . . .	2.688	—
Bielon, chef du canton de Pouda . . .	578	—
Koumayi, chef du canton de Boufalé . . .	2.391	—
Kabretchiouka, chef du village de Baga . . .	356	—
Kola, chef du village de Péida . . .	356	—

La dépense est imputable au chapitre 4 article 5 paragraphe 3 du budget local du Togo exercice 1948.

Par décision No 158 D/APA. du :

25 février 1949. — Il est alloué à certains chefs et sous-chefs du Cercle de Lomé, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1948, les allocations suivantes :

Subdivision de Lomé

Katé Joseph, chef-adjoint du canton d'Agouévé . . .	6.000	frs
Houkpétor William, chef du village de Sanguéra . . .	6.000	—
Jerôme Agbaglo, chef du quartier de Bè . . .	4.000	—
Mensah Koumako, sous-chef du village de Baguida . . .	3.000	—

Subdivision de Tsévié

Koukakpo Akpaka, chef du village d'Assomé . . .	5.000	—
Stéphan Agnah, chef du village d'Adangbé . . .	2.000	—
Agboli Paul, chef du village d'Ezo . . .	1.500	—
Sadji Seth, chef du village de Wli . . .	1.500	—
Hégnon Obogla, chef du village de Djangblé . . .	3.000	—
Yao Hayibo, chef du village de Gblainvié . . .	1.500	—
Kowou Nicolas, chef du village de Havé . . .	2.000	—
Agbessi Pierre, chef du village de Kodjo . . .	2.000	—
Aziablé Vendélinus, chef du village de Lébè . . .	3.000	—
Tobolo Guewouya, 1 ^{er} s/chef du canton de Gamé . . .	5.000	—
Koffi Klédjé Noudoda, 2 ^e s/chef du canton de Gamé . . .	4.000	—
Cornélius Alakpa, chef du village de Noépé . . .	7.000	frs.
Nopégnon Somali, chef du quartier Assiama (Tsévié) . . .	6.000	—
Dagba, s/chef du village de Gapé . . .	2.000	—
Bamézo, s/chef du village de Tsévié . . .	3.000	—
Kodjo Awlimé, chef du village d'Assahoun . . .	1.500	—
Agama Dali, chef du village de Fongbé . . .	2.000	—
Dopégnon, chef du quartier de Davié . . .	4.000	—
Dagadou, chef du village de Tovégan . . .	1.500	—

Néglé Koto, chef du village de Badja 2.000 —
 Gaka Daténou, chef du village d'Alo-koégbé 2.000 —
 Apéti, chef du village de Dékpo 3.000 —
 Tengué Gaffan, chef du village de Yobomé 2.000 —
 La dépense est imputable au chapitre 4 article 5 paragraphe 3 du Budget Local du Togo exercice 1948.

Commissions

Par décision n° 145 D/CFT. du :

22 février 1949. — Une commission composée de :
 M.M. Haag, Procureur de la République *Président*
 Zèle, Agent de la Maison R. Eychenne, Président de la Chambre de Commerce
 Ajavon Emmanuel, Notable *Membres*

tous trois membres du conseil privé se réunira sur la convocation de son Président et dans la dernière semaine du mois de février 1949 à l'effet de constater en ce qui concerne les comptes administratifs du Budget Annexe de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf de l'Exercice 1947 la concordance entre les écritures du Trésor et celles des Services de l'Ordonnancement dudit Budget.

Frais funéraires

Par décision n° 143 D/F. du :

22 février 1949. — Le remboursement d'une somme de Cinq Mille Francs (5.000 frs.) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe supportés à l'occasion du décès de son fils Victor Maximin Comlavi Messan, survenu à Lomé, le 24 janvier 1949, est accordé à M. Messan Laurent, Commis d'administra-

tion principal de 2^e classe, en service au Bureau des Affaires Économiques à Lomé.

La dépense est imputable au Budget Local — Exercice 1949 — Chapitre XVII — Article 2 — Paragraphe 1 — (Dépenses imprévues).

Gratification

Par décision n° 141 D/F. du :

22 février 1949. — Une gratification de Neuf Mille Francs (9.000 frs.) pour travaux et heures supplémentaires, est accordée à M. Beucher Charles, Contrôleur principal des Installations Radioélectriques des Transmissions Coloniales, en mission au Togo.

La dépense est imputable au Budget local — Chapitre 8 — Article 2 — Paragraphe 1 — Exercice 1948.

Harmonie officielle togolaise

Par décision n° 131 D/F. du :

18 février 1949. — Le groupement musical dénommé « Harmonie Officielle Togolaise » est dissout pour compter du 1^{er} février 1949.

Les instruments de musique, ainsi que le matériel divers, mis à la disposition de ce groupement seront remis au dépositaire comptable du mobilier qui les prendra en charge.

Impôts cédulaires

Par arrêté n° 158-49 CD du :

22 février 1949. — Sont approuvées les réductions de prise en charge des impôts cédulaires des exercices 1946 et 1947 ci-après ayant fait double emploi s'élevant à la somme de : Trois Cent Vingt Deux Mille Trois Cent Soixante et Onze Francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1946				
41	Tsévié	Impôts cédulaires (Retenus à la Source)	5.022.—	
46	Anécho	— — —	28.594.—	
49	Atakpamé	— — —	29.952.—	
50	Palimé	— — —	12.929.—	
51	Sokodé	— — —	31.010.—	
52	Lama-Kara	— — —	5.541.—	
53	Bassari	— — —	8.349.—	
54	Mango	— — —	11.472.—	
				132.869.—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		132.869.—
Exercice 1947				
46	Anécho	Impôts cédulaires (Retenus à la Source)	33.883.—	
47	Tsévié	— — —	11.178.—	
48	Atakpamé	— — —	40.094.—	
49	Palimé	— — —	16.034.—	
50	Sokodé	— — —	48.418.—	
51	Lama-Kara	— — —	12.056.—	
52	Bassari	— — —	8.546.—	
53	Mango	— — —	19.293.—	
		Total:		189.502.—
				322.371.—

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 131-49/APA. du :

16 février 1949. — Le séjour dans le territoire du Togo placé sous la Tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 9 février 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Dovonou Robert, détenu à la prison de Tsévié, âgé de 30 ans, né à Allada (Dahomey) fils de feu Dovonou et de Ouéménou, demeurant à Lomé condamné par jugement en date du 12 mai 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du code pénal.

Par arrêté n° 134-49 APA. du :

17 février 1949. — Le séjour dans le territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 11 mars 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Frédéric Delphonse de Souza, détenu à la prison de Sokodé, âgé de 28 ans environ, né à Ouidah (Dahomey), fils de Delphonse de Souza et de Agbéssi, (F.D. 11.151/22.222) demeurant à Lomé, condamné par jugement en date du 9 novembre 1947 du Tribunal Correctionnel de Lomé à 18 mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du code pénal.

Par arrêté n° 143-49 APA. du :

21 février 1949. — Le séjour sur les territoires des cercles de Lomé, Klouto, Centre, Sokodé, Mango et de la ville d'Anécho est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 19 avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Ahoudou Derman, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 50 ans

environ, né à Anécho (Togo), fils de Derman et de Amissetou, demeurant à Atakpamé, revendeur, marié, 6 enfants, (F.-D. 13.194/44.333), condamné par jugement n° 335 du 17 septembre 1947 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé, à 2 ans de prison 1.000 francs d'amende et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol et recel.

Le séjour sur les territoires des cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Centre et Sokodé est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 21 avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Koffi Mango, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 47 ans environ, né à Sansanné-Mango (Togo), fils de Sahanzou et d'Agnissi, chef d'équipe, demeurant à Koligbo (Atakpamé), marié, 9 enfants (F.-D. 51.555/55.552), condamné par jugement n° 335 du 17 septembre 1947 du Tribunal correctionnel d'Atakpamé, à 2 ans de prison, 1.000 francs d'amende et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol.

Le séjour dans le territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 1^{er} avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Agbanahoué Amouzou, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 48 ans environ, né à Ehoué-Gamé (Subdivision de Parahoué — Dahomey), fils de feu Amouzou et de Méhouédo, cultivateur, demeurant à Détékpo (Atakpamé) — (F.-D. 55.555/55.525), condamné par jugement N° 407 du 10 décembre 1947 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé, à 18 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol.

Le séjour dans le territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 2 mars 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Bissiriou Riwanou, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 32 ans environ, né à Savé (Dahomey), fils de Riwanou et de Mouéni, cultivateur sans enfant, sans profession, demeurant à Atakpamé (F.-D. 11.111/23.222), condamné par jugement N° 10 du 2 mars 1948 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé, à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol.

Le séjour dans le territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 28 mai 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Firmin Nassi, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 32 ans environ, fils de Nassi et de Gléhouéton, né à Abomey (Dahomey), manoeuvre, marié, un enfant, demeurant à Atakpamé (F.-D. 11.511/22.222), condamné par jugement N° 47 du 30 juin 1948 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé, à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du code pénal.

Par arrêté N° 166-49 APA du :

25 février 1949. — Le séjour sur les territoires des Cercles de Lomé, Klouto, Centre, Sokodé, Mango et de la ville d'Anécho est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 20 février 1949, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

1^o) Tengue Assigbé, détenu à la prison de Palimé, âgé de 53 ans environ, né à Vokoutimé (Cercle d'Anécho), fils de Assigbé et de feu Adjignévou (F.-D. 11.114/32.232), cultivateur demeurant à Palimé, condamné pour complicité de vol à 5 ans de prison, 200 francs d'amende avec décimes et 10 ans d'interdiction de séjour par jugement N° 43 du 23 septembre 1944 du Tribunal du 1^{er} degré de Klouto;

2^o) Adiye Koumi, détenu à la prison de Palimé, âgé de 41 ans environ, né à Vokoutimé (Cercle d'Anécho), fils de feu Koumi et de Yoholi Koko (F.-D. 11.113/33.222), cultivateur demeurant à Palimé, condamné pour complicité de vol à 5 ans de prison, 200 francs d'amende avec décimes et 10 ans d'interdiction de séjour par jugement N° 43 du 23 septembre 1944 du Tribunal du 1^{er} degré de Klouto.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 19 février 1949, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

1^o) Vodjogbe Apédo, détenu à la prison de Palimé, âgé de 31 ans environ, né à Agbozoumé (Gold-Coast), fils de feu Vodjogbé et de feu Amétchiapé (F.-D. 11.111/22.222), tisserand demeurant à Agbozoumé (Gold-Coast) condamné pour escroquerie à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 20 février 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

2^o) Ashante Kodjo Ben, détenu à la prison de Palimé, âgé de 29 ans environ, né à Agbozoumé (Gold-Coast), fils de Ashanté (F.-D. 11.151/22.222), apprenti-bijoutier demeurant à Lomé, condamné pour escroquerie à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 20 février 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 15 mars 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Apiahi Joseph, détenu à la prison de Palimé, âgé de 21 ans environ, né à Soltpond (Gold-Coast), fils de Mensahi

Kouassi et de Alaba Massan (F.-D. 11.111/22.232), apprenti-tailleur demeurant à Lomé, condamné pour vol à un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 mars 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté N° 174-49 APA du :

28 février 1949. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de 5 ans pour compter du 14 avril 1949, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Komlan Kossi Joseph, détenu à la prison de Lomé, âgé de 25 ans, né à Bohicon (Dahomey), fils de Komlan et de Agbali, (F.-D. 33.16/11/32.233), marchand de poissons, domicilié à Bohicon, de passage à Lomé, célibataire, condamné pour vol à six mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour, restitution des objets et 125 francs de dommages-intérêts, par jugement du 15 octobre 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de 5 ans, pour compter du 8 avril 1949, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

1^o) — Ibourahim Adamou, détenu à la prison de Lomé, âgé de 20 ans, né à Béléryara (Niger), fils des feus Ibourahim et Houboutchoé (F.-D. 13.321/13.322), célibataire sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 10 janvier 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

2^o) — Amadou Kadiri, détenu à la Prison de Lomé, âgé de 24 ans, né à Béléryara (Niger), fils des feus Amadou et Mamatcha, (F.-D. 11.111-22.222 13-14-14), célibataire sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 10 janvier 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

3^o) — Djibrila Amidou, détenu à la prison de Lomé, âgé de 19 ans, né à Béléryara (Niger), fils de feu Djibrila et de Houdé, (F.-D. 13.333/23.23/22), célibataire sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 10 janvier 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé;

4^o) — Moukeara Osséni, détenu à la prison de Lomé, âgé de 25 ans, né à Béléryara (Niger), fils des feus Moukéara et Bagarbé, (F.-D. 33.111/22.233), célibataire sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 10 janvier 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Justice

Par décision N° 136 D/APA du :

19 février 1949. — M. Courthiade Georges, Administrateur de 2^e classe des Colonies, Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, est nommé Président du Tribunal du 2^e degré de Lomé.

M. Prudon Georges, Administrateur-Adjoint de 3^e classe des Colonies, Chef de la Subdivision Administrative, Adjoint au Commandant du Cercle et à l'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, est nommé Président du Tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Libération conditionnelle

Par arrêté N° 162-49 APA du :

24 février 1949. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux nommés :

1^o — Ossimè Félicia Ablawa, détenue à la prison de Lomé, âgée de 38 ans, à Kéta (Gold-Koast), fille de feu Thomas Ossimé et de feu Dédanou demeurant à Lomé, condamnée pour recel à 5 ans de travaux forcés, restitution des effets, 15.000 francs de dommages-intérêts solidaires à répartir au prorata entre les victimes par jugement en date du 22 janvier 1946 du Tribunal Criminel de Lomé;

2^o — Visah Sewodo, détenu à la prison de Lomé, âgé de 27 ans, né et demeurant à Bè (Lomé), fils de Visah et de Kaké, marié, un enfant, condamné pour vol à un an de prison, 5.000 francs de dommages-intérêts solidaires et frais, par jugement en date du 28 juillet 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Permis de conduire

Par arrêté N° 151-49 TP du :

22 février 1949. — Sont retirés, pour une durée de deux ans, les permis de conduire les véhicules automobiles des titulaires ci-après dénommés :

1^o — Kalipe Codjo Ferdinand, né à Vogon (Cercle d'Anécho) domicilié à Anécho — permis de conduire n° 887 délivré au Togo le 5 février 1940 — à compter du 8 octobre 1948;

2^o — Gbedey Ayicoue Christophe, né à Adamé (Cercle d'Anécho) domicilié à Lomé — permis de conduire n° 2609 délivré au Dahomey le 6 novembre 1947 — à compter du 1^{er} janvier 1949.

A l'expiration de ce délai, les intéressés sont astreints à subir un nouvel examen à Lomé en vue de la restitution de leur permis de conduire.

P. T. T.**Enseignement professionnel**

Par arrêté N° 148-49 P.T.T. du :

22 février 1949. — Les agents dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen de sortie du Cours d'Enseignement professionnel des Transmissions (Section exploitation).

Classement par ordre de mérite :

Ogane Issifou, Mention Bien
 Aubenas Gabrielle, Mention Assez bien
 D'Almeida Imelda, Mention Assez bien
 Amevor Pierre, Nuglozeh Jean,
 Ekue Innocent, Bahui James,
 Koehler Théodore, Adjomah Reinhard,
 Geay Maurice,

Les agents dont les noms suivent et qui n'ont pas obtenu la moyenne, auront à titre exceptionnel la possibilité de se présenter à nouveau à l'examen prévu à la fin de l'année scolaire 1949 :

Hadjiwanou Edouard, Hounsihou Anatole.
 Ekue Emmanuel,

Saisie exécution

Par décision N° 144 D/APA du :

22 février 1949. — Le Trésorier-Payeur du Togo est autorisé à faire procéder par le Commissaire-Priseur à la vente des objets saisis sur M. Aguiar Paulinus.

Subventions

Par décision N° 130 D/F du :

17 février 1949. — Pour le mois de janvier 1949, une subvention de 98.620 francs est accordée aux Etablissements des Missions Evangélique et Méthodiste du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision N° 142 D/F du :

22 février 1949. — Une subvention de Six millions de francs (6.000.000 de frs.) est accordée à la Commune-Mixte de Lomé pour lui permettre de parer aux insuffisances de ressources qui seront constatées au titre du Budget Communal, pendant l'année 1949.

La dépense est imputable au Chapitre XV — Article 5 — Paragraphe 1^{er} : (Dotations — Subventions à la Commune-Mixte de Lomé) du Budget Local, exercice 1949.

Terrain domanial

Par arrêté N° 156-49 Dom. du :

22 février 1949. — Est et demeure résolue pour défaut de mise en valeur, l'attribution provisoire d'un terrain domanial d'une superficie de : 11 hectares 27 ares 12 cas. sis à Lomé à l'angle du Boulevard Circulaire et de la Route de Palimé, objet du Titre Foncier n° 513 du Cercle de Lomé, faite conjointement et solidairement à Messieurs Valère-Lecluse et André Coucke, Industriels à St. Gilles-les Bruxelles 44, Avenue du Parc par Arrêté n° 296 du 30 mai 1931 moyennant le prix de 562.000 francs.

En conséquence du retrait de cette concession, le terrain susvisé fait retour au Domaine Privé du Territoire du Togo, franc et libre de toute charge. Au vu

d'une ampliation du présent Arrêté qui en forme le Titre, le Conservateur de la Propriété Foncière inscrira cette mutation tant au Livre Foncier du Cercle de Lomé Vol. III F^o 112 que sur la copie du Titre Foncier n^o 513 retournée dès avant ce jour par M. Valère Lecluse.

Les droits de Timbre et d'Enregistrement du présent Arrêté de mutation foncière seront supportés par le Territoire du Togo.

COMMUNE MIXTE DE LOMÉ

Publicité

N^o 3 CM. — Par arrêté municipal en date du 10 janvier 1949, approuvé par le Commissaire de la République :

ARTICLE PREMIER. — Sont exclusivement réservés dans le périmètre urbain de Lomé à l'apposition d'affiches, d'inscriptions ou de panneaux publicitaires les endroits ci-après désignés :

- 1^o — la place Bonnacarrère
- 2^o — la place Van Vollenhoven
- 3^o — la place du Grand marché
- 4^o — la place du Petit marché
- 5^o — la place Fréau

ART. 2. — A l'intérieur du périmètre urbain de Lomé toute apposition d'affiches, d'inscriptions, de panneaux publicitaires est et demeure interdite en dehors des lieux énumérés à l'article précédent.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux enseignes placées à l'entrée des magasins de vente, salles de spectacles ou autres.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 471 du code pénal.

Stationnement de véhicules

N^o 5 CM. — Par arrêté municipal en date du 18 janvier 1949, approuvé par le Commissaire de la République :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} février 1949, et en vue de faciliter la circulation des véhicules entre la zone anglaise et la ville de Lomé, le Service des Douanes est habilité à percevoir à la barrière d'Aflao, sur les véhicules venant de la zone anglaise, la taxe journalière de stationnement prévue par l'arrêté municipal n^o 21 du 19 août 1947.

A cet effet, le Chef du Service des Douanes voudra bien désigner l'agent chargé de cette perception au poste frontière, et qui sera habilité par décision de l'Administrateur-Maire.

ART. 2. — Il sera remis au conducteur du véhicule un ticket constatant cette perception, dans les mêmes conditions qu'à Lomé.

L'agent collecteur sera muni de tickets de stationnement par le secrétaire comptable municipal. Il versera sa recette à ce dernier, chaque jour en fin de soirée.

Ces perceptions seront comptabilisées dans les mêmes formes que les autres taxes municipales.

ART. 3. — L'agent percepteur aura droit sur le montant des recouvrements effectués par ses soins aux remises prévues à l'arrêté municipal n^o 4 du 10 janvier 1949.

ART. 4. — Quel que soit le nombre de voyages effectués par le même véhicule entre la zone anglaise et Lomé, il ne sera perçu qu'une seule taxe journalière de stationnement, à l'occasion de la première entrée en ville du véhicule.

N^o 6 CM. — Par arrêté municipal en date du 19 janvier 1949, approuvé par le Commissaire de la République :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des arrêtés municipaux n^o 15 du 12 juin 1946, n^o 5 du 4 février 1947 et n^o 2 du 8 janvier 1948 sont complétées comme suit :

1^o — Les véhicules de transport public pourront stationner en ville en dehors du parc de stationnement obligatoire, soit pour y déposer à domicile un client et ses bagages, soit pour remettre à un magasin des marchandises, soit même dans le quartier résidentiel pour déposer ou enlever à l'hôpital un malade, à condition que la durée du stationnement n'exécède pas dix minutes.

Hormis ces cas, les véhicules de transport en commun devront stationner au parc municipal de stationnement.

Cette tolérance n'affranchit pas les véhicules allant vers la zone britannique ou en venant de l'obligation prévue par l'article deux de l'arrêté municipal n^o 15 du 12 juin 1946.

2^o — Les interdictions de circulations posées par l'article premier de l'arrêté municipal n^o 5 du 4 février 1947, sont levées entre 21 heures et 6 heures du matin. Entre 21 heures et 6 heures les véhicules pourront circuler dans les deux sens dans les rues du maréchal Foch et du Commerce. Le sens unique est maintenu entre 6 heures et 21 heures.

ART. 2. — Les dispositions contraires aux prescriptions sus-indiquées sont abrogées.

Les autres dispositions non visées par le présent texte demeurent en vigueur.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront réprimées par les peines prévues à l'article 471 du code pénal.

N^o 9 CM. — Par décision municipale en date du 1^{er} février 1949, approuvée par le Commissaire de la République :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef de poste des Douanes d'Aflao, est désigné dans les fonctions de percepteur de la taxe de stationnement pour les véhicules venant de la Gold-Coast.

ART. 2. — Il bénéficiera de la rémunération accordée aux collecteurs de taxes municipales dans les mêmes conditions fixées par l'arrêté municipal n° 4 du 10 janvier 1949.

ART. 3. — La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} février 1949.

Vidanges.

N° 7 CM. — Par arrêté municipal en date du 20 janvier 1949, approuvé par le Commissaire de la République :

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'abonnement au Service public de l'enlèvement des vidanges fixé à 60 francs par mois et par récipiendaire pour les particuliers et les services publics, par l'arrêté municipal n° 20 du 19 août 1947, est porté à 100 francs.

ART. 2. — Le tarif de vidange des puisards fixé à 400 francs par l'arrêté précité est porté à 500 francs. Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1949.

Lotissement

N° 8 CM. — Par arrêté municipal en date du : 24 janvier 1949 approuvé par le Commissaire de la République : Est autorisé le projet de lotissement particulier présenté par le sieur Emmanuel Kotokou Anthony demeurant à Lomé rue Alsace-Lorraine, concernant le terrain sis à Lomé quartier Lomé-Nava objet du titre foncier n° 118 du territoire du Togo, tel que ledit projet de lotissement est décrit au plan annexé à la demande.

Sont déclarées places publiques pour l'établissement d'un marché les parcelles numérotées 91 et 101 du plan.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

B. A. O.

DECRET N° 49-206 du 3 février 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 29 janvier 1929 portant renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique occidentale, modifiée par l'acte dit loi du 23 mai 1942;

Vu le décret n° 48-848 du 18 mai 1948 portant à douze milliards de francs C.F.A. le montant maximum des émissions autorisées;

Vu le décret n° 48-1326 du 25 août 1948 portant à seize milliards de francs C.F.A. le montant maximum des émissions autorisées,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant maximum des émissions autorisées de la Banque de l'Afrique occidentale est porté à 20 milliards de francs C.F.A.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 3 février 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :
Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

Le ministre des finances
et des affaires économiques,
Maurice-PETSCHÉ.

Le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
Tony REVILLON.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Un concours pour le recrutement d'administrateurs des Services de l'Assemblée de l'Union Française aura lieu les 23, 24 et 25 mai 1949 à Lomé.

Ce concours, réservé aux originaires des pays d'outre-mer de l'Union Française, titulaires d'un diplôme de licence ou d'un diplôme équivalent, comporte les épreuves suivantes :

- une composition française,
- une composition de droit constitutionnel,
- une composition de droit administratif ou civil,
- une composition sur les législations des territoires d'outre-mer,
- une composition de géographie,
- une épreuve d'arithmétique.

Les candidatures accompagnées des dossiers réglementaires devront être adressées au Secrétariat Général de l'Assemblée de l'Union Française, Château de Versailles avant le 15 avril 1949 à 19 heures, dernier délai.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidats qui se présenteront au Bureau du Personnel à Lomé, et au chef-lieu de chaque cercle.

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE MENSUEL
MOIS DE JANVIER 1949

*Hauteurs d'eau et nombre de jours de pluie en comparaison avec les moyennes de 60 ans
(1888 à 1947 inclus)*

STATIONS	ANNEE : 1949		MOYENNE		Excédent		Déficit	
	H	N	H	N	H	N	H	N
Lomé	17,7	1	10,4	1,0	7,3			
Anécho	0,0	0	18,6	1,1			18,6	1,1
Mission-Tové	5,0	1	10,9	1,6			5,9	0,6
Aklakou	0,0	0	15,7	1,3			15,7	1,3
Atitogon	0,0	0	38,9	1,4			38,9	1,4
Tsévié	7,8	2	10,6	1,3		0,7	2,8	
Assahoun	2,3	1	45,3	2,8			43,0	1,8
Tchekpo-Dedékpo	0,0	0	30,4	2,4			30,4	2,4
Tabligbo	0,0	0	14,2	1,7			14,2	1,7
Agbélouvé	0,0	0	41,3	2,4			41,3	2,4
Glékové	3,1	1	42,3	1,9			39,2	0,9
Palimé	0,0	0	21,9	2,1			21,9	2,1
Nuatja	12,0	1	27,7	1,8			15,7	0,8
Klouto	0,0	0	24,1	2,0			24,1	2,0
Daye-Kakpa	0,0	0	42,1	2,6			42,1	2,6
Kpélé-Goudévé	0,0	0	33,3	2,7			33,3	2,9
Amlamé	16,5	1	21,6	2,7			5,1	1,7
Atakpamé	26,5	1	21,1	1,3	5,4			0,3
Kpessi	0,0	0	17,7	0,9			17,7	0,9
Yégué	18,8	1	27,2	1,5			8,4	0,5
Blitta	0,0	0	20,3	1,7			20,3	1,7
Sokodé	0,0	0	7,7	0,6			7,7	0,6
Tchambã	0,0	0	19,7	1,2			19,7	1,2
Aledjo	0,0	0	2,9	0,7			2,9	0,7
Bassari	0,0	0	4,9	0,5			4,9	0,5
Lama-Kara	0,0	0	0,1	0,2			0,1	0,2
Guerin-Kouka	0,0	0	0,1	0,1			0,1	0,1
Pagouda	0,0	0	7,8	0,5			7,8	0,5
Kandé	0,0	0	0,8	0,3			0,8	0,3
Mango	0,0	0	2,3	0,3			2,3	0,3
Dapango	0,0	0	0,2	0,1			-0,2	0,1

H — hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N — nombre de jours de pluie

les stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi, 26 avril 1949, à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin (Lomé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, destiné aux cultures, de forme irrégulière, d'une contenance de 42 a, 38 ca, et borné au nord par Tridji, à l'est et au sud par Jonathan K. Sanvee, et à l'ouest par la route circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Anani Ignacio Santos, Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de Monsieur Jonathan Kouakou Sanvee, propriétaire-cultivateur à Lomé rue Jeanne d'Arc suivant réquisition du 9 septembre 1948, n° 1.637.

Le mardi, 26 avril 1949, à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin (Lomé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, destiné aux cultures, de forme irrégulière, d'une contenance de 60 a, 90 ca, et borné au nord par Tridji, au sud et à l'ouest par Jonathan Kouakou Sanvee, et à l'ouest par la ligne du chemin de fer Lomé-Palimé-Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Anani Ignacio Santos, Avocat-défenseur demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de Monsieur Jonathan Kouakou Sanvee, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé (rue Jeanne d'Arc) suivant réquisition du 9 décembre 1948, n° 1.638.

Le mercredi, 27 avril 1949, à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin (Lomé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, complanté de cocotiers d'une contenance de 32 a, 41 ca, et borné au nord par Kossidjin Zankou, au sud et à l'est par N'danou Alikpui Kotomissa, et à l'ouest par Kougbandji Klin, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Anani Ignacio Santos, Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de M. Jonathan Kouakou Sanvee, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, rue Jeanne d'Arc suivant réquisition du 9 décembre 1948, n° 1.636.

Le jeudi, 28 avril 1949, à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, à l'angle du boulevard circulaire et la nouvelle route de Bê, (Cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un parallélogramme sur lequel se trouve édifiée une construction en terre de barre, couverte en tôles, d'une contenance de 1 a, 43 ca, et borné au nord par la famille Agbetsiaba Anthony, au sud par la nouvelle route de Bê, à l'est par Amémaka, et à l'ouest par le boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Charles Wilson Akovi,

forgeron aux travaux publics, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 11 décembre 1948, n° 1.644.

Le vendredi, 29 avril 1949, à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin (Lomé), Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, destiné aux cultures en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 ha, 75 a, 60 ca, et borné au nord par Hotonou Tamadémé, au sud par la route circulaire, à l'est par Hotounou Tamadémé et la Mission Catholique, et à l'ouest par Hotounou Tamadémé et Joseph Bossou, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Anani Ignacio Santos, Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de Madame Dina Olympio, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 9 décembre 1948, n° 1.640.

Le Conservateur de la propriété foncière,
R. Roumieu BONNAFOUS

L'Union Electrique Coloniale

Société anonyme
au capital de 67.500.000 francs

Siège social à Paris,
rue de Lisbonne, n° 52

R. C. Seine 238.526 B

I

Aux termes d'une délibération prise le 24 novembre 1948 (constatée par un procès-verbal, dont une copie est demeurée annexée à l'acte de déclaration de souscription et de versement ci-après énoncé), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dite « L'Union Electrique Coloniale », au capital d'alors 15.000.000 de francs, divisé en 30.000 actions de 500 francs chacune, et dont le siège social est à Paris, rue de Lisbonne, n° 52, a :

Dans une première résolution : décidé la suppression de la priorité antérieurement accordée aux 15.000 actions de priorité et l'unification des actions étant toutes désormais du type « action ordinaire ».

Dans une deuxième résolution : décidé le rachat des parts bénéficiaires.

Dans une troisième résolution : décidé l'augmentation du capital social à porter de 15.000.000 de francs à 18.750.000 francs, par émission au pair de 7.500 actions de 500 francs chacune, à souscrire en numéraire et à libérer d'un quart à la souscription, avec jouissance du 1^{er} janvier 1948.

La souscription desdites actions, garantie par le « Sud-Lumière » réservée à cette société.

Dans une quatrième résolution : décidé de modifier les articles 6 — 7 — 8 — 11 — 13 — 17 — 20 — 21 — 24 — 26 — 27 — 28 — 29 — 30 — 38 — 40 — 45 — 46 — 47 — 49 — 52 — 53 (pour ce qui con-

cerne celle de l'article 6 sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital faisant l'objet de la troisième résolution), desquelles modifications, il a été extrait ce qui suit :

Article 6 (nouveau texte). — « Le capital social est fixé à la somme de 18.750.000 francs et divisé en 37.500 actions de 500 francs chacune, ayant toutes les mêmes droits. »

Article 11. — Premier alinéa (nouveau texte) : « Les actions sont nominatives jusqu'à... ». (Le reste sans changement.)

Article 17 (nouveau texte). — « La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et de douze au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale pour six ans.

« Le président du Conseil et la majorité des membres du Conseil sont obligatoirement nationaux, sujets ou protégés français.

« Les sociétés peuvent faire partie du Conseil d'administration. Elles sont représentées comme administrateurs aux réunions du Conseil, savoir : les sociétés en nom collectif, par un de leurs associés en nom, les sociétés en commandite simple ou par actions et les sociétés à responsabilité limitée par un de leurs gérants, les sociétés anonymes par un délégué de leur Conseil d'administration, sans qu'il soit nécessaire que l'associé en nom, le gérant ou le délégué du Conseil d'administration soit personnellement actionnaire de la présente société. »

Article 26 (nouveau texte). — « Tous les actes engageant la société doivent porter soit la signature du président, soit celles de deux administrateurs, soit celle du directeur général, soit enfin, celle d'un mandataire général ou spécial nommé par le Conseil.

Article 28 (nouveau texte). — « Outre la part des bénéfices qui leur est accordée conformément aux dispositions de l'article 46 ci-après, les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont l'importance est fixée par l'assemblée générale, et qui sont passés par frais généraux.

« Le Conseil répartit entre ses membres, de la façon qu'il juge convenable, ces avantages fixes et proportionnels. »

Article 38. — La référence à l'article 44, erronée, est remplacée par « Article 43 ».

Article 40. — Premier alinéa : à ajouter « in fine » : « ...ainsi que leurs rapports spéciaux établis conformément à la loi ».

Article 46 (nouveau texte). — « Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, de tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

« Sur ces bénéfices, il est prélevé :

« 1^o 5 % au moins des bénéfices pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi; ce prélèvement

n'est obligatoire que si, et dans la mesure où le fonds de réserve est inférieur au dixième du capital social;

« 2^o Toutes sommes que l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, juge utile d'affecter à la formation de toutes réserves extraordinaires ou spéciales;

« 3^o La somme nécessaire pour servir aux actions, à titre de premier dividende : 5 % d'intérêt sur le montant des sommes dont elles sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent réclamer sur les bénéfices des années subséquentes;

« 4^o Le surplus est réparti comme il suit :

« 10 % au Conseil d'administration;

« Et le solde, sous déduction du report à nouveau, entre les actions.

« Les réserves extraordinaires ou spéciales constituées ainsi qu'il est dit au 2^o qui précède, pourront être affectées notamment suivant ce qui sera décidé par l'assemblée générale, soit à l'augmentation du capital social, soit au rachat et à l'annulation d'actions de la société, soit encore à l'amortissement total de ces actions ou à leur amortissement partiel par voie de tirage au sort.

« Les actions intégralement amorties seront remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les autres actions, sauf le premier dividende de 5 % et le remboursement du capital. »

Article 49, septième alinéa (nouveau texte). — Après le règlement du passif et des charges de la société, le produit net de la liquidation sera employé tout d'abord au paiement, à toutes les actions, de sommes égales au capital versé et non amorti; le surplus, s'il y en a, est réparti ensuite, en espèces ou en titres, par parts égales entre toutes les actions. »

TITRE IX

Article 52. — Parts bénéficiaires.

— A supprimer intégralement.

TITRE X

Article 53. — Association des porteurs de parts bénéficiaires. — A supprimer intégralement.

II

Aux termes d'une délibération prise le 24 novembre 1948, à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire (constatée par un procès-verbal dont un extrait est demeuré annexé à l'acte de déclaration de souscription et de versement ci-après énoncé), le Conseil d'administration de la société sus-énoncée a fixé les modalités complémentaires de l'augmentation de capital dont il s'agit.

III

Suivant acte reçu par Me Aubron, notaire à Paris, le 29 novembre 1948, un membre du Conseil d'administration de la société sus-énoncée (délégué par une délibération authentique du Conseil d'administration tenue devant ledit Me Aubron, le 24 novembre 1948, à 12 heures), a déclaré :

Qu'un projet de l'augmentation de capital résultant des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 1948 et de celle du Conseil d'administration du même jour, a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 25 novembre 1948, sous le n° 1.040;

Que les 7.500 actions nouvelles de 500 francs chacune, représentant l'augmentation de capital de 3.750.000 francs, décidée comme il est dit ci-dessus, avaient été entièrement souscrites par la société « Sud-Lumière », société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de Lisbonne, n° 52, laquelle souscription a été représentée par un bulletin de souscription dont un exemplaire a été remis à la société souscriptrice.

Et qu'il a été versé par ladite société en libération du quart des actions par elle souscrites, une somme de 937.500 francs versée en l'étude de M^e Aubron, notaire à Paris.

A l'appui de cette déclaration, il a été représenté au notaire : un état certifié véritable et signé, contenant la dénomination, forme, capital et siège de la société souscriptrice; le nombre d'actions souscrites; le montant des actions souscrites et le montant du versement effectué. Et le bulletin de souscription.

IV

Aux termes d'une délibération prise le 6 décembre 1948 (constatée par un procès-verbal, dont une copie a été déposée au rang des minutes dudit M^e Aubron, suivant acte reçu par lui, le 4 janvier 1949), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société « L'Union Electrique Coloniale », a :

1^o Après vérification, reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement faite suivant acte reçu par M^e Aubron, notaire à Paris, le 29 novembre 1948;

2^o Nommé M. Leredde, expert comptable, comme commissaire chargé d'apprécier la cause et la valeur des avantages particuliers pouvant résulter de l'abandon par les actionnaires de leurs droits préférentiels de souscription à l'augmentation de capital de 3.750.000 francs, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 1948 et de présenter un rapport à ce sujet à une prochaine assemblée.

V

Aux termes d'une délibération prise le 15 décembre 1948, à 11 heures (constatée par un procès-verbal, dont une copie a été déposée au rang des minutes dudit M^e Aubron par l'acte sus-énoncé, en date du 4 janvier 1949), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société sus-énoncée a :

1^o — Après avoir entendu la lecture du rapport de M. Leredde, commissaire nommé par l'assemblée générale du 6 décembre 1948, a adopté les conclusions de ce rapport et approuvé les avantages particuliers attribués au « Sud-Lumière », en compensation de l'abandon par ladite société des droits que lui conférait la possession de la totalité des actions de priorité;

2^o Et constaté que l'augmentation de capital de 3.750.000 francs, décidée par l'assemblée générale du 24 novembre 1948 était définitivement réalisée, le capital social étant porté de 15.000.000 de francs à 18 millions 750.000 francs, etc...

VI

Aux termes d'une délibération prise le 15 décembre 1948, à 11 heures 15 minutes (constatée par un procès-verbal, dont une copie a été déposée au rang des minutes dudit M^e Aubron, par l'acte sus-énoncé en date du 4 janvier 1949), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société sus-énoncée a adopté notamment (les deux résolutions suivantes :

Première résolution. — Les formalités relatives à l'émission des valeurs mobilières ayant été remplies, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, décide de porter le capital social de 18.750.000 francs à 67.500.000 francs, par incorporation au capital social d'une somme de 48.750.000 francs, à prélever sur la réserve spéciale de réévaluation du domaine privé.

Cette augmentation de capital sera réalisée par augmentation du nominal des actions, porté de 500 francs à 1.800 francs, et estampillage des titres.

La jouissance attachée à la nouvelle valeur nominal est fixée au 1^{er} janvier 1948, etc...

Troisième résolution. — Les modifications suivantes sont apportées aux statuts, en conséquence des résolutions qui précèdent.

Article 6 (nouveau texte). — « Le capital social est fixé à la somme de 67.500.000 francs, et divisé en 37.500 actions de 1.800 francs chacune, etc... »

Deux copies enregistrées du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 1948;

Deux extraits enregistrés du procès-verbal de la délibération du Conseil d'administration du même jour (24 novembre 1948);

Deux expéditions de la délibération authentique du Conseil d'Administration du même jour (24 novembre 1948, à 12 heures);

Deux expéditions de l'acte de déclaration de souscription et de versement du 29 novembre 1948 et de l'état des actions souscrites y annexé;

Deux copies enregistrées du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 décembre 1948;

Deux expéditions du rapport du commissaire en date du 7 décembre 1948;

Et enfin : deux copies enregistrées de chacun des procès-verbaux des délibérations des assemblées générales extraordinaires en date du 15 décembre 1948 (11 heures et 11 heures 15 minutes);

Le tout sus-énoncé,

Ont été déposées, conformément à la loi, au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 14 janvier 1949, sous le n° 1.427.

Pour extrait et mention :

R. AUBRON.

Avis de perte

Avis est donné que la Copie du Titre Foncier n° 31 du Cercle de Lomé, appartenant à Monsieur Henry de Souza, Chef de Kodjoviakopé, a été adirée. Pour deuxième insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.